

# LA CRISE DES AUTRES : LA RFA

La crise qui s'est ouverte en 1973 a, sous ses aspects économiques au moins, touché tous les pays capitalistes. Elle a pour une part une origine commune dans le réajustement des rapports de force internationaux, avec l'émergence du Tiers Monde en lutte pour un nouvel ordre économique mondial, et les pressions des deux superpuissances rivalisant pour l'hégémonie. Mais elle s'est manifestée avec une acuité, et sous des formes diverses, qui sont fonction des conditions spécifiques des pays capitalistes, accentuant ainsi l'inégalité de leur développement.

**L**E cas de la RFA (République Fédérale d'Allemagne - «Allemagne de l'Ouest») présente de ce point de vue un intérêt particulier : l'impérialisme ouest-allemand semble en effet avoir largement renforcé ses positions à l'occasion de la crise, au point que certains y voient la menace d'un nouvel hégémonisme. La bourgeoisie de la RFA elle-même vante à loisir le «modèle allemand», nouvel article d'exportation proposé aux autres bourgeoisies pour venir à

bout des difficultés auxquelles elles sont confrontées.

Mais ce modèle n'apparaît pas sans faille, ainsi que sont venues le rappeler les grèves des travailleurs allemands en 1978.

Où en est la RFA aujourd'hui ? Le «modèle allemand» a-t-il permis à l'impérialisme ouest-allemand de surmonter la crise ?

C'est à ces questions que nous allons tenter de répondre dans cet article. Pour cela il est nécessaire d'apprécier le degré de développement des contradictions, non seulement sous leurs aspects économiques, mais également sous leurs aspects idéologiques et politiques. Le «modèle allemand» repose sur quatre piliers fondamentaux, explicitement définis par ceux-là mêmes qui en sont les propagandistes :

— la prospérité économique, par le respect rigoureux des règles de l'«économie de marché»

— le «consensus social» par la cogestion, et des relations «équilibrées» entre patronat et syndicats

— le respect des institutions, des règles de «l'Etat de droit», et l'équilibre entre les partis dominants, social-démocrate et démocrate-chrétien

— une politique étrangère prudente, clairement placée dans un cadre européen et atlantique.

Nous allons donc examiner successivement la solidité de chacun de ces piliers.

## REUSSITE DE L'ECONOMIE SOCIALE DE MARCHÉ ?

L'économie sociale de marché (*Soziale Marktwirtschaft*) a été érigée en dogme absolu par la bourgeoisie allemande. Elle repose sur le libre jeu des lois du marché, qui doivent être débarrassées de toute entrave étatique, et doivent assurer un progrès économique général et social. Son respect est même considéré comme le préalable à toute démocratie politique. Par exemple, Ludwig Erhard affirmait en 1963 :

«Ces derniers temps, il a été annoncé différentes mesures libératoires dans le domaine des biens de production et de consommation.

*L'accueil qui a été fait à l'annonce de ces mesures montre bien que notre peuple est las de la tutelle administrative et que le regain de son libre arbitre de consommateur lui est infiniment précieux. Un pas de plus et nous mettions la démocratie à mort. Un pas de plus et nous réduisons à néant les droits démocratiques de notre peuple. Ce n'est que lorsque chaque Allemand pourra librement choisir son métier, le lieu de son travail, lorsqu'il pourra librement déterminer sa consommation, que le peuple allemand sera à même de prendre activement part à la vie politique de son pays.*

La force de persuasion d'un tel discours, affirmant la domination sans frein du capital, est directement liée à l'apparente réussite de la politique qu'il préconise. Et il est vrai qu'en apparence la situation économique de la RFA est meilleure que celle de ses voisins : la hausse des prix est limitée, le chômage diminue, la monnaie est forte, les échanges équilibrés. Quelles sont les bases de cette réussite ? Et celle-ci est-elle aussi incontestable, et aussi solide qu'il y paraît ?

## LES CARACTERISTIQUES ESSENTIELLES DE L'ECONOMIE DE LA RFA

### La prépondérance de l'industrie

Une première caractéristique de l'économie de la RFA est l'importance, plus grande que dans les autres pays capitalistes, de l'industrie : elle emploie 45 % de la population active, contre 38 % en France, 36 % au Japon, 29 % aux USA. Cette situation est ancienne : l'industrie, et particulièrement l'industrie lourde, a été fortement développée sur la base des importantes ressources naturelles (charbon) et pour servir les objectifs militaires de l'impérialisme allemand. Cet appareil industriel, concentré surtout à l'Ouest sur le territoire de la RFA, a relativement peu souffert des destructions de la guerre (12 % environ de 1943 à 1945) et des démontages effectués au titre des réparations (3 % de 1945 à 1948). L'importante aide américaine (3,5 milliards de dollars, autant que la France) et l'afflux des réfugiés en provenance de l'Est (13 millions de personnes au total, dont 9 millions des seules années 1945-1946) vont permettre son redémarrage rapide puis, par la suite, sa croissance.

Au sein de l'industrie, ce sont surtout les branches des biens d'équipement (machines outils, mécanique, construction électrique...) et des biens intermédiaires (sidérurgie, chimie) qui sont les plus

développées, et qui ont fait la force de l'économie allemande. Par contre les branches utilisant les techniques les plus avancées y ont pris un retard notable en raison des contraintes imposées pendant longtemps par les Alliés (aéronautique, nucléaire, espace, électronique professionnelle, informatique). La balance des brevets et licences a été très longtemps déficitaire, la RFA ne faisant que des efforts de recherche limités (inférieurs à ceux de la France) et développant, souvent avec succès, des technologies importées.

Autre caractéristique de l'industrie en RFA : elle est relativement bien répartie sur l'ensemble du territoire, les provinces du Sud (Bavière notamment) connaissant depuis quelques années une croissance soutenue.

Atout incontestable de la bourgeoisie allemande, cette prépondérance de l'industrie a eu d'autres conséquences. Nous aurons l'occasion d'y revenir, mais nous pouvons d'ores et déjà les signaler :

- l'importance numérique de la classe ouvrière, et plus généralement des couches directement liées à la production ;
- la place déterminante des exportations de marchandises dans les échanges extérieurs ;
- des problèmes d'accumulation, liés à la nécessité de rentabiliser et d'accroître une masse énorme de capitaux investis dans l'industrie ;
- la nécessité de s'intégrer dans la division internationale du travail, les exportations étant indispensables en raison de la capacité, excédentaire pour le pays, de l'appareil industriel, de plus relativement spécialisé.

### Un capital très concentré

La concentration du capital s'est effectuée très tôt en Allemagne, sous la double tutelle des banques qui sont intervenues très directement dans l'industrie, et de la classe des hobereaux qui contrôlait l'État. Lénine la signalait déjà :

*«L'Allemagne est inférieure à l'Amérique à bien des égards, sous le rapport de la technique et de la production, sous celui de la politique, mais sous le rapport du degré d'organisation du capital financier,*

*de la transformation du capital de monopole en capital monopoliste d'État, l'Allemagne était supérieure à l'Amérique»* (rapport au VIII<sup>e</sup> congrès du PC(b)R - Oeuvres T 29 P.168).

Cette fusion en un mécanisme unique d'exploitation de l'appareil de l'État et des monopoles a été portée à un degré extrême pendant les périodes de guerre et sous le nazisme. C'est aussi parce qu'elle prétend rompre avec cette situation passée, que la bourgeoisie allemande développe ses professions de foi sur la libéralisation de l'économie. Mais si la concentration du capital est aujourd'hui moins voyante, elle n'en est pas moins réelle.

### LA CONCENTRATION

Les *Konzern* qui avaient été démantelés par les Alliés à la fin de la guerre se sont progressivement reconstitués, sous des formes diverses. Les déclarations du gouvernement, l'adoption en 1957 d'une loi sur les ententes, renforcée quatre fois depuis, la création d'un Office des Cartels, puis d'une commission des monopoles, n'ont guère freiné ce phénomène.

Par exemple, dans l'industrie manufacturière, 0,6 % des entreprises avaient en 1966 un chiffre d'affaires supérieur à 25 millions de DM ; elles réalisaient alors 57,3 % du chiffre d'affaires total. En 1970, elles sont 1,2 % et réalisent 70,1 % du chiffre d'affaires total.

La concentration directe, au sein d'une même entreprise, est renforcée par :

- l'organisation de cartels, plus ou moins officiels, chargés de veiller au partage des marchés et à l'évolution des prix. Un tel cartel domine par exemple la sidérurgie allemande (et même belgeo-luxembourgeoise).
- la présence très active des banques. Si les banques du système coopératif et les caisses d'épargne sont très développées (elles réalisent 70 % du volume des affaires, essentiellement au profit des collectivités locales, des PME et de l'immobilier), le secteur privé reste prépondérant pour l'industrie, drainant 80 % au moins des transactions commerciales. L'interpénétration des banques et des entreprises industrielles est extrêmement avancée.

## LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS

Les investissements étrangers, surtout d'origine américaine, se sont développés fortement après la guerre, favorisés par la sous-évaluation du DM (Deutsche mark). Ils sont comme il se doit concentrés dans l'industrie. Leur place est aujourd'hui sensiblement supérieure à celle des investissements étrangers en France. Mais ils se sont ralentis depuis plusieurs années, à la fois en raison du renchérissement des coûts de production en RFA et de la hausse du DM. Il y a même un renversement très net de tendance, l'impérialisme allemand développant systématiquement ses investissements aux USA.

## LA PLACE DE L'ETAT DANS L'ECONOMIE

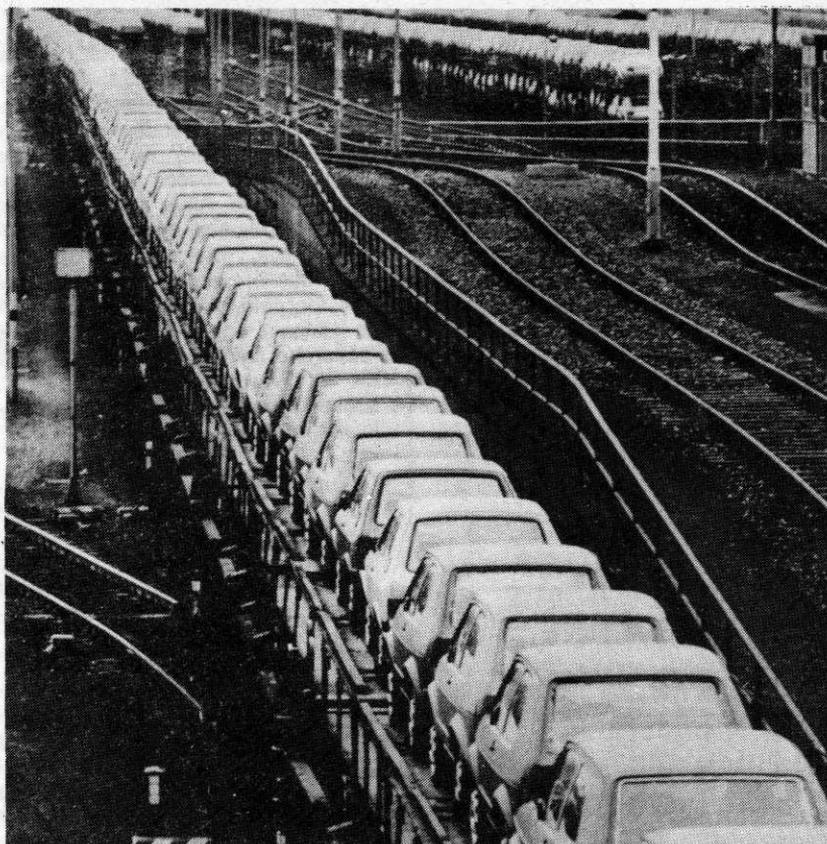
L'Etat de la RFA a hérité de nombreuses participations financières dans des entreprises, parfois directement créées avec des capitaux publics. Seules deux entreprises (les chemins de fer et les télécommunications) ont conservé un statut d'entreprise nationalisée, d'autres ont été privatisées partiellement ou en totalité et les participations restantes ont été regroupées dans 6 groupes financiers, les entreprises correspondantes, employant environ 360 000 personnes, étant gérées comme n'importe quelle entreprise privée.

Si l'intervention réglementaire (sur les prix ou le crédit notamment) de l'Etat est sans doute moins importante en RFA qu'en France, elle l'est au moins autant par le biais des subventions et des crédits. Le budget de l'Etat et des Länder connaît un déficit croissant, de même que le système des retraites (le déficit a atteint en moyenne 4,1 % du PIB sur la période 1975-1977, contre 1,3 % en France).

## Les relations économiques extérieures

### UNE BALANCE COMMERCIALE FORTEMENT EXCEDENTAIRE

Depuis 1977, la RFA est le premier exportateur mondial. Le commerce est principalement réalisé



Exportation de voitures depuis l'usine VW de Wolfsburg.

avec les pays capitalistes développés (74 % des exportations sont à destination des pays de l'OCDE) et il est excédentaire sur ces marchés (contrairement à la France qui réalise son excédent commercial avec les pays du Tiers Monde). Ce qui permet à la RFA d'être relativement ouverte aux importations de produits manufacturés (essentiellement des biens de consommation courante) en provenance du Tiers Monde.

Les exportations sont pour près de la moitié constituées de biens d'équipement, les importations étant plus diversifiées. En particulier le déficit en produits alimentaires, traditionnellement important (14 % des importations) diminue régulièrement.

Ces caractéristiques ont constitué des atouts importants pour l'impérialisme allemand, qui a pu pleinement bénéficier de la forte croissance de la demande en biens d'équipements (en particulier des pays de l'OPEP), et dans le passé de celle des économies des autres pays capitalistes.

Il convient de remarquer que ces caractéristiques, et ces performan-

ces sont anciennes. Faute d'empire colonial (ses quelques colonies ont été confisquées en 1919), l'impérialisme allemand a traditionnellement orienté son commerce en direction des autres pays capitalistes, qu'il fournissait en produits industriels pour financer ses importations en produits agricoles. La RFA a pratiquement retrouvé les parts de marché détenues par l'Allemagne avant la guerre (cf. graphique 1), et celles-ci n'évoluent plus sensiblement depuis plusieurs années :

### Part des exportations de la France et de la RFA, dans les exportations réalisées par l'ensemble des pays capitalistes développés (OCDE).

	1963	1973	1977
RFA	15,1 %	17,3 %	17,0 %
France	8,3 %	9,0 %	9,0 %

Des obstacles nouveaux sont en effet susceptibles de freiner le développement des exportations de la RFA.

— La RFA a profité pleinement de la libéralisation des échanges, no-

tamment dans la CEE, et de la croissance des autres pays impérialistes. Celle-ci n'est plus assurée à l'avenir. Et malgré des succès certains sur les marchés offerts par les pays du Tiers Monde, ceux-ci

s'avèrent plus aléatoires, et la concurrence, du Japon, des USA et des anciennes puissances coloniales y est forte. Cette concurrence est d'autant plus grande que les normes de production et de spécialisation des pays impérialistes tendent à se rapprocher : c'est le cas en particulier de la France, dont la structure des échanges se rapproche sensiblement de celle de la RFA.

— La croissance des exportations allemandes est pour une part non négligeable, due à l'augmentation du DM (cf tableau 1). Mais celle-ci risque d'affecter la compétitivité des exportations allemandes, notamment dans les biens intermédiaires (pour lesquels les différences de prix sont plus importantes que les différences de qualités). Ainsi, si, grâce à la faible inflation intérieure, les prix des produits exportés, exprimés en DM, n'ont crû que de 7,9 % par an, de 1973 à 1976, exprimés en monnaie mondiale (1), ils ont crû de 11,2 % par an, soit plus que les prix des exportations françaises (cf tableau 2).

— La logique de la «course aux exportations» pousse l'impérialisme allemand à s'intégrer de plus en plus à la division internationale du travail. Les exportations représentent une part croissante de la production (20,4 % en moyenne sur la période 1950-1974, 27,5 % sur la période 1975-1977), et l'activité économique en dépend largement. Les importations augmentent elles-aussi, même plus rapidement en quantité physique que les exportations. En 1976, elles satisfaisaient 20,6 % de la consommation de produits industriels intérieure (contre 9,9 % en 1960, et 17,8 % en 1973), dont 27,6 % de celle des biens intermédiaires, 17,4 % de celle des biens d'équipement, et 25,9 % de celle des biens de consommation.

(1) Monnaie mondiale : monnaie fictive dont la valeur est calculée à partir d'un «cocktail» de monnaies, la part de chacune d'elle étant fonction de son importance économique. En exprimant un prix en monnaie mondiale, on estime l'évolution «moyenne» du prix réel pour les différents acheteurs, compte tenu de la variation des taux de change.

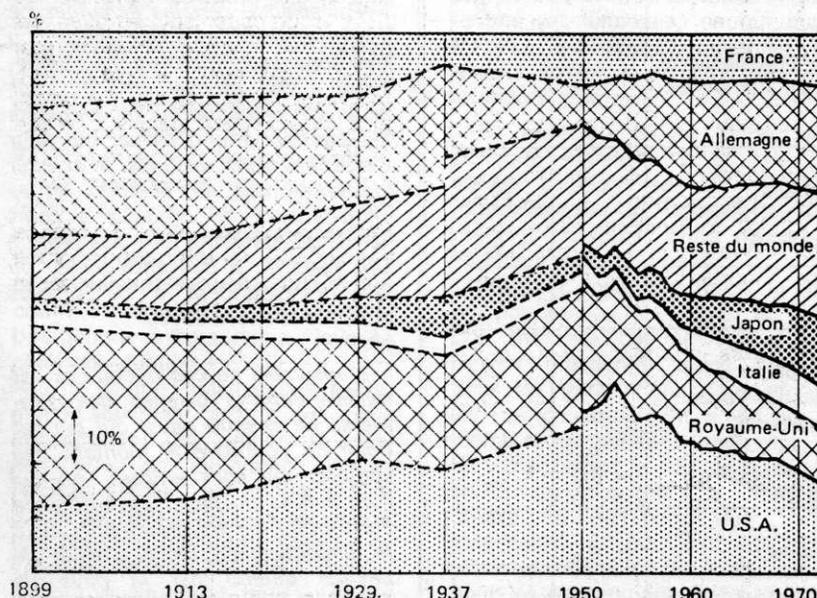
**Tableau 1 : Taux de croissance annuel moyen des exportations sur la période 1970-1976.**

	RFA	France
en valeur, exprimée en monnaie mondiale	16,9 %	18,4 %
en quantité physique	7,3 %	9,7 %

**Tableau 2 : Taux de croissance annuel moyen des prix à l'exportation.**

		1960-1967	1968-1973	1973-1976
exprimés en monnaie nationale	RFA	0,7 %	1,5 %	7,9 %
	F	1,0 %	3,6 %	11,9 %
exprimés en monnaie mondiale	RFA	1,3 %	5,3 %	11,2 %
	F	1,0 %	2,2 %	10,6 %

**Graphique 1 : Part des principaux pays dans les exportations de produits manufacturés réalisées par l'ensemble des pays à destination du monde.**



## LE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS DE CAPITAUX

Pour avoir une idée plus exacte des relations économiques entre la RFA et les autres pays, il est nécessaire de tenir compte à côté des échanges de marchandises, des échanges de services (tourisme, transports...), des transferts de salaires ou de capitaux. La balance des paiements (qui retrace l'en-

semble de ces opérations) de la RFA révèle en effet des caractéristiques particulières.

Les échanges de services (tourisme, transports, brevets, et licences d'invention, ingénierie...) sont fortement déficitaires (contrairement à la France par exemple), et le déficit, traditionnel, est en augmentation constante. Le déficit des transferts, dû pour l'essentiel au rapatriement de revenus par les travailleurs

immigrés reste important, malgré l'arrêt de l'immigration.

Si la RFA dont tous les avoirs à l'étranger ont été confisqués à la fin de la guerre (de même qu'une partie de sa flotte de commerce et la totalité de ses brevets d'invention), a pendant longtemps été une terre d'accueil pour les capitaux étrangers (45 milliards de DM y ont été investis de 1952 à 1976), depuis 1974, la RFA est devenue exportatrice nette de capitaux. D'une

**Tableau 3: Balance des paiements de la RFA en 1977 (unité: milliards de dollars).**

*Les échanges économiques d'un pays avec les autres pays compren-*

*nent des achats de marchandises (importations) et des ventes de*

Echanges de marchandises	exportations		+ 113,7
	importations		- 94,4
	solde (balance commerciale)	+ 19,3	
Echanges de services	exportations		+ 28,1
	importations		- 35,8
	solde	- 7,8	
	dont :		
	- tourisme - transports - revenus des capitaux - transactions gouvern.		- 7,0 - 0,3 - 0,2 + 2,7
Transferts	solde	- 7,8	
	dont revenus des travailleurs immigrés (le reste comprend les versements aux organisations internationales, l'aide aux autres pays,...)		- 2,8
Transferts de capitaux à long terme	exportation de capitaux		- 10,2
	capitaux investis en RFA		+ 4,8
	solde	- 5,5	
Autres opérations	(mouvements de capitaux à court terme, transactions avec les institutions monétaires internationales...)		
	solde	+ 6,0	
Variation des réserves	Egale au solde général	+ 4,2	

*marchandises (exportations). La différence des sommes correspondant aux exportations et de celles correspondant aux importations, est appelée le solde de la balance commerciale. Mais un pays échange aussi des services : dépenses faites par les touristes, transports de marchandises ou de voyageurs, achats ou ventes de brevets ou de licences d'invention... Ces échanges de services donnent aussi lieu à des dépenses ou des recettes pour chaque pays.*

*D'autres échanges donnent encore lieu à des rentrées ou à des sorties d'argent définitives. Ce sont par exemple, les économies que les travailleurs immigrés envoient à leur famille, les versements effectués au titre du fonctionnement du Marché commun agricole, ou pour l'aide aux pays en voie de développement. Ces échanges sont appelés transferts.*

*Par ailleurs, certains échanges ne correspondent pas à des recettes ou des dépenses définitives mais seulement à des mouvements de capitaux. On distingue les mouvements de capitaux à long terme, qui pour l'essentiel sont destinés à acheter des entreprises, des actions... et les mouvements de capitaux à court terme qui servent à faire des prêts à des pays ou à des entreprises, ou qui correspondent à de simples opérations spéculatives.*

*L'ensemble de ces opérations est détaillé dans la balance des paiements de chaque pays, qui permet donc de connaître le montant des sommes qui sont entrées, ou qui sont sorties du pays. La différence correspond à l'accroissement, ou à la diminution du stock d'or et de devises détenu par le pays (la variation des réserves).*

**Tableau 4 : Mouvements de capitaux à long terme privés de RFA (moyenne annuelle en millions de dollars).**

	1960-1967	1968-1973	1974-1977
exportations de capitaux	536	1632	7275
entrée de capitaux	854	2988	3496
solde	+ 318	+ 1356	- 3779

part, les investissements étrangers en RFA stagnent, mais d'autre part, les investissements allemands à l'étranger ont fortement augmenté (cf tableau 4).

On estime que depuis 1976, les investissements allemands à l'étranger dépassent en montant les investissements étrangers en RFA. Ces investissements se font très majoritairement dans les autres pays capitalistes (70 %), notamment aux USA, mais la part du Tiers Monde n'est pas négligeable, avec le transfert d'un certain nombre d'industries (dans le textile et l'électronique).

### La politique monétaire

Le cours du DM fixé volontairement bas en 1948, et encore abaissé en 1949, a été réévalué en 1961, puis en 1969. En 1971, le DM soumis à de fortes pressions spéculatives, «flotte». Finalement après toutes ces péripéties, de 1960 à 1979, le DM a vu sa valeur croître de 95 % par rapport au franc, de 125 % par rapport au dollar, et de 211 % par rapport à la livre sterling.

Les mécanismes qui poussent à cette réévaluation du DM sont complexes, et interagissent les uns sur les autres. S'ils ne peuvent être complètement maîtrisés, il est par contre certain que la politique de la bourgeoisie allemande a favorisé cette réévaluation :

— Une inflation relativement faible, comparativement aux autres pays impérialistes. Les prix à la consommation ont augmenté, d'après l'indice officiel, en moyenne de 3,1 % de 1960 à 1972, ils ont connu une poussée importante (entre 5 et 7 %) de 1971 à 1975, mais depuis, ils sont revenus à un taux voisin de

3,5 %. Même si leur évolution récente est inquiétante, ils restent en moyenne nettement inférieurs à ceux de la France par exemple.

— L'excédent de la balance des paiements, dont on a vu qu'il reposait pour l'essentiel sur les performances en matières d'exportation de marchandises. Ceci permet à la RFA d'engranger régulièrement or et devises, dont elle dispose aujourd'hui 22 % des réserves de l'OCDE (soit plus que les USA et le Japon réunis).

— Une politique restrictive d'émission de monnaie, par le contrôle (de fait) du crédit et des taux d'intérêt.

Ces différents facteurs se renforcent mutuellement : l'excédent commercial crée un afflux de devises, qui accroît les réserves, permet de financer l'économie sans émission de monnaie, et tend à augmenter la valeur du DM. La valeur des exportations en est accrue d'autant, et celle des importations est diminuée, ce qui augmente l'excédent commercial et tend à limiter la hausse des prix intérieurs, etc.

La mise en œuvre d'une telle politique nécessite à la fois de solides positions sur les marchés internationaux, et la maîtrise des rapports de forces entre classes à l'intérieur même du pays.

Pourtant, malgré sa force, le DM n'a pas supplanté le dollar en tant que monnaie de réserve, et de moyen d'échange quasi exclusif dans les transactions internationales. Le gouvernement américain a même réussi pendant longtemps, à faire supporter à la RFA le poids du soutien du dollar (par des achats de dollars ou de bons du Trésor américains). Ce fait, joint aux difficultés que commençaient à susciter pour les exportations la hausse du

DM, et au dérèglement des échanges commerciaux provoqué par le système des changes flottants, a poussé la bourgeoisie allemande à accepter les propositions de Giscard pour la mise en place du SME (système monétaire européen). Mais si elle se trouve ainsi plus à l'abri des mouvements spéculatifs, et dans une meilleure position par rapport à l'impérialisme US, il est certain qu'elle perd également un moyen d'action non négligeable.

## LES CONSEQUENCES SUR LES CONDITIONS DE VIE DES TRAVAILLEURS

### Un chômage persistant

Le taux de chômage, qui était inférieur à 2 % avant la crise, a plus que doublé pour atteindre 5 % en 1975. Depuis, il décroît lentement pour sembler se stabiliser à 4 % environ, soit 950 000 chômeurs. Cette amélioration relative est présentée en RFA et à l'étranger comme une preuve de la réussite de «l'économie sociale de marché».

Ce succès est pourtant plus que contestable, et l'évolution du taux de chômage reflète très imparfaitement l'évolution de l'emploi :

— depuis 1973, l'immigration a été stoppée ; les travailleurs immigrés sous contrat de courte durée ont été licenciés, et des pratiques administratives officieuses ou officielles ont considérablement restreint pour les travailleurs immigrés les possibilités de trouver un emploi. Au total, 300 000 travailleurs immigrés ont quitté le pays, et 300 000 autres se sont «retirés» du marché du travail.

— une part notable des chômeurs (estimée entre 500 et 700 000) désespérant de trouver un emploi, ou n'ayant pas droit aux allocations de chômage, ont renoncé à s'inscrire comme demandeurs d'emploi. Ils constituent ce qui est appelé très officiellement la «réserve silencieuse» («*stille reserve*»), disponible pour le cas où...

— le taux de chômage est nettement plus important dans certaines régions : il atteint 6,4 % en Basse-



Devant le bureau de chômage de Cologne

Saxe, et à Brême, 6,3 % dans la Ruhr, plus de 8 % à Duisburg, plus de 9 % à Gelsenkirchen.

— Le chômage partiel reste relativement élevé : après avoir touché jusqu'à 773 000 travailleurs en septembre 1975, il concerne toujours en moyenne 230 000 personnes par mois.

L'évolution du nombre total de personnes employées permet d'avoir une idée plus exacte de la situation :

#### Taux de croissance annuel moyen des effectifs employés

	70-73	73-76	76-78
RFA	0,1 %	- 2,1 %	- 0,2 %
France	0,7 %	- 0,2 %	0 %

Les suppressions d'emploi ont

touché particulièrement l'industrie (- 3,5 % en moyenne annuelle sur 73-76) et le BTP (-6,6 % sur la même période), tandis que les créations d'emploi dans le secteur tertiaire restaient limitées. Ce sont 1 700 000 emplois qui ont été supprimés depuis 1973, et le niveau total de l'emploi est aujourd'hui de 4,4 % inférieur à celui de 1960 !

Les réductions d'emploi ont été assez largement obtenues par la mise à la retraite anticipée, le non remplacement des départs... Pendant longtemps, elles ne se sont pas traduites par un accroissement du chômage, en raison de la diminution de la population active. Mais depuis 1973, malgré la baisse de la population totale (en raison d'un taux de fécondité particulièrement bas, la population diminue chaque année depuis 1973), les classes plus jeunes arrivent sur le marché du travail, tandis que les femmes sont plus nombreuses à chercher un emploi.

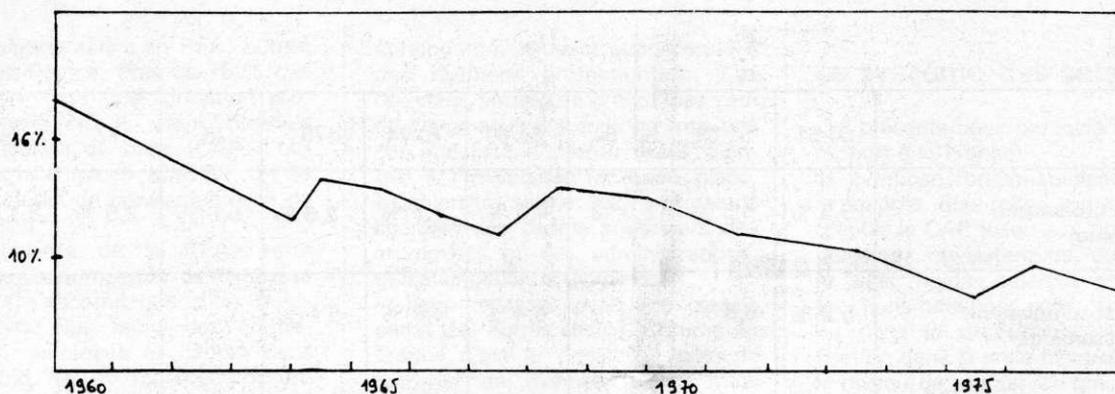
Ainsi, il apparaît que le problème

du chômage est durable et important en RFA.

### Les salaires et le partage salaires/profits

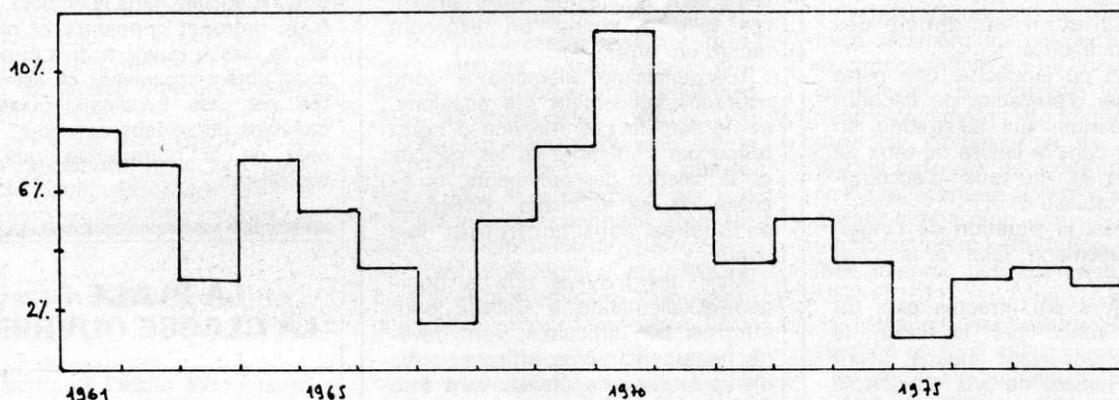
Toutes les études effectuées concordent pour affirmer que la rentabilité des capitaux investis en RFA, en particulier dans l'industrie, décroît régulièrement depuis le milieu des années 1950. Cette baisse est sensible (par exemple l'OCDE estime que le taux de rentabilité net est passé de 18 % en 1960 à 8 % en 1977) et plus nette en RFA que dans d'autres pays.

Cela conduit la bourgeoisie allemande à peser particulièrement sur les salaires, et de fait, elle a réussi provisoirement à améliorer le taux de rentabilité lors des crises, comme en 1964, et 1967, et dernièrement en 1976, en profitant du chômage pour comprimer le pouvoir d'achat des travailleurs (cf graphiques 2 et 3).



**Graphique 2 :** Evolution du taux de rendement net du capital (rapport des profits au stock de capital investi, amortissements déduits)

**Graphique 3 :** Taux de croissance du pouvoir d'achat (corrige de la hausse des prix), par rapport à l'année précédente



Un autre moyen de récupérer de la plus-value consiste à augmenter les impôts, ou les cotisations de retraite ou de sécurité sociale. Ainsi, les impôts sur les salaires ont augmenté deux fois plus vite que les salaires bruts en 1977.

## LES PROBLEMES DE L'ACCUMULATION EN RFA

Ce rapide examen de la situation économique de la RFA permet déjà de faire justice des mythes du libre jeu de la concurrence non monopolistique ou des préoccupations sociales de la «*soziale Marktwirtschaft*». Mais on a pu également constater au passage, à côté de points forts incontestables de l'imperialisme allemand, un certain

nombre de difficultés, plus ou moins bien résolues, et qui sont pour une large part liées au problème de l'accumulation.

On peut en schématiser les mécanismes ainsi :

— Une base économique, avec un capital investi (dans l'industrie surtout) très important, surdimensionnée pour le pays, nécessite, en l'absence de marchés privilégiés de type colonial, une exportation massive de marchandises à la fois pour assurer l'approvisionnement en matières premières industrielles et agricoles, et la rentabilité des capitaux investis.

— La reproduction à une échelle élargie de l'accumulation impose dans de telles conditions, des charges d'investissement considérables. Celles-ci peuvent être financées tant que le taux de chômage permet de maintenir les salaires à un bas niveau : ce sera le cas

jusqu'à la fin des années 50 grâce à l'afflux des réfugiés.

— La quasi disparition de «l'armée de réserve» des chômeurs conduit alors à une augmentation des salaires, que les capitalistes cherchent à compenser par une substitution croissante du capital au travail (les investissements sont déterminés en vue d'économiser de la main-d'œuvre). Ce phénomène est particulièrement net à partir de 1955. L'augmentation du stock de capital conduit alors à une baisse régulière de son efficacité et de sa rentabilité.

— Celle-ci pourra être freinée lors des crises, en pesant sur les salaires. Mais à partir de la fin des années 1960, d'autres moyens vont être mis en œuvre :

- la réévaluation du DM, qui assure une meilleure valorisation des exportations de marchandises ;
- le développement des exportations de capitaux, qui sont investis là où

Tableau 5

	50-54	55-59	60-64	65-69	70-74	75	76	77	78
taux de croissance (en volume)	9,5 %	6,5 %	5,0 %	4,5 %	1,9 %	- 2,6 %	5,6 %	2,5 %	3,1 %
taux d'accumulation (investissements/ capital)	5,2 %	6,8 %	7,2 %	6,4 %	6,2 %	5,1 %			
productivité du capital (production/capital) taux de croissance	5,2 %	0,5 %	- 1,3 %	- 0,8 %	- 2,9 %				

les possibilités de profits sont plus importantes ;

- l'augmentation du déficit des finances publiques.

Cela n'a pu empêcher une perte progressive d'efficacité de l'économie allemande, qui se traduit en particulier dans la baisse du taux de croissance et du taux d'accumulation (cf tableau 5)

Quelle est la situation de l'impérialisme allemand face à la crise actuelle ?

La RFA a été affectée plus tôt que la France par la crise, le gouvernement ayant engagé, avant même la hausse du prix du pétrole une politique d'austérité pour briser l'inflation qui se développait alors, en même temps que des mouvements revendicatifs importants. L'effet en a été brutal, puisque la production n'a augmenté que de 0,5 % en 1974, et a baissé de 2,6 % en 1975. Les licenciements, la pression sur les salaires, la réduction des investissements, ont permis de relever le taux de profit. La baisse de la demande intérieure a permis de dégager un surplus exportable, notamment vers les pays de l'OPEP. La balance com-

merciale a ainsi pu être non seulement maintenue, mais améliorée (elle a connu un excédent record en 1974).

L'impérialisme allemand a donc maintenu solidement ses positions, et ne semble pas menacé à court terme par l'inflation ou les déficits de la balance des paiements, ou la chute de sa monnaie, difficultés auxquelles sont confrontés ses rivaux.

Mais, les moyens que la bourgeoisie allemande a utilisés pour affronter ces difficultés, vont devenir nettement moins efficaces : les manipulations monétaires vont être limitées par le SME, la demande extérieure s'essouffie chez ses principaux clients et les nouveaux marchés sont difficiles. Le déficit des finances publiques a atteint un niveau considérable : la dette publique représente 27 % du PNB.

Aussi, la bourgeoisie allemande va-t-elle être amenée à peser plus que par le passé sur les travailleurs allemands. La situation de l'emploi ne s'améliorera sans doute guère, mais surtout la bataille sur les salaires s'annonce plus dure que précédemment.

de la place de chaque classe ou couche sociale dans la société. Face à un patronat concentré et organisé, la classe ouvrière doit être, elle aussi, bien organisée, et représentée par des syndicats puissants, capables de se faire entendre, aussi bien de la bourgeoisie que des travailleurs.

## LA PLACE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

### Une classe ouvrière nombreuse et qualifiée

La classe ouvrière allemande s'est développée très rapidement avec l'essor du capitalisme à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ses effectifs passent de 4,1 millions en 1882 à 8,6 millions en 1907, venant surtout des campagnes dont les paysans les plus pauvres sont chassés par la «voie prussienne» de développement de l'agriculture (2).

Du fait de la prépondérance de l'industrie et en particulier des industries d'équipement, la classe ouvrière a toujours représenté une part relativement importante de la population active, et est assez qualifiée.

Ainsi, on peut estimer que la classe ouvrière représente 45 % de

## LA FIN DU CONSENSUS SOCIAL ?

Le «consensus social» tant vanté par la presse de notre bourgeoisie est avant tout pour ses laudateurs le faible nombre de grèves en RFA, et des syndicats qui explicitement acceptent de «modérer» leurs re-

vendications. En fait, il s'agit de plus que cela : le «consensus» qui matérialise le poids politique de la social-démocratie repose sur un ensemble de règles, de systèmes de valeurs tel qu'il fonde l'acceptation

(2) *Lénine* : «Programme agraire de la social-démocratie dans la première révolution russe de 1905 à 1907» *Oeuvres*, T. 13

la population active en RFA, contre 34 % en France. Près de 75 % des actifs ont reçu une formation professionnelle, 47 % étant pourvus d'un diplôme de base (CAP d'ouvrier et d'employé qualifié), 21 % d'un diplôme de contremaître ou de technicien.

Particularité de la RFA, cette importance numérique de la classe ouvrière s'accompagne d'un poids nettement plus faible des contremaîtres, employés et cadres dans l'industrie. Ils ne représentent ensemble que 17 % des effectifs de l'industrie (contre 21 % en France). Ce phénomène est général, et est même accentué dans les branches les plus dynamiques, ou dans les grandes entreprises. Par exemple, dans les entreprises de plus de 1 000 salariés, il y a en moyenne un contremaître pour 20 ouvriers en RFA (un pour 10 ouvriers en France), et les ouvriers y représentent 82 % des effectifs (contre 75 % en France).

Les systèmes d'éducation et de salaires présentent également quelques particularités dont on ne saurait sous-estimer l'importance.

## Le système d'éducation allemand

A la sortie de l'école élémentaire, vers l'âge de dix ans, les élèves sont orientés vers trois filières très cloisonnées :

— la filière d'enseignement général long, dans les «*Gymnasium*» (équivalent aux lycées français) qui débouche en neuf ans sur l'«*Abitur*» (baccalauréat), accueille 15 % d'une classe d'âge.

— la filière d'enseignement général court dans les «*Realschule*» débouche en six ans sur le «*Mittlere Reife*» et accueille également 15 % d'une classe d'âge.

— le reste, soit 70 % d'une classe d'âge, est orienté vers le second cycle de l'enseignement élémentaire, qui dure quatre ou cinq ans dans les «*Hauptschule*».

L'accès aux deux premières filières est très sélectif socialement : 5 % seulement des fils de paysans ou d'ouvriers peuvent y accéder.

A la sortie, le débouché normal (il semble que les taux d'échecs en cours de scolarité soient plus faibles qu'en France) est :

— l'Université pour les titulaires de l'«*Abitur*». Encore cet accès est-il

contingenté, souvent subordonné à des examens professionnels. Ces dernières années, il n'était pas rare de devoir attendre deux ou trois ans sur une liste d'attente avant d'entrer à l'université, faute de place. L'université forme les professions libérales, les cadres supérieurs des entreprises et des administrations, et les «ingénieurs diplômés».

— l'apprentissage pour une grande partie des autres élèves. Comme en France c'est la possibilité pour le patronat de disposer d'une main d'œuvre à bon marché, mais à la différence de la France, l'apprentissage est :

— très répandu ;

— organisé aussi bien dans de grandes entreprises que dans des PME ou des entreprises artisanales

— destiné à former aussi bien des employés que des ouvriers ;

— complété assez systématiquement par un enseignement professionnel donné simultanément dans des écoles d'État.

L'apprentissage débouche sur le CAP (obtenu par 63 % des apprentis) et peut être complété par une formation professionnelle donnant accès aux diplômes de contremaître (qui est spécifique : le «*Meister brief*»), de technicien ou d'ingénieur gradué».

Dans toute société de classe, le système d'éducation reflète la conception des rapports sociaux de la classe dominante, aussi bien qu'elle contribue à les façonner. De ce point de vue le système allemand (3) vise, plus qu'à l'intégration idéologique des différentes classes sociales, à renforcer la cohésion de trois ensembles qui paraissent bien différenciés :

— Le «personnel de production» de l'ouvrier à l'ingénieur gradué (chef d'atelier), avec une place déterminante occupée par l'ouvrier qualifié.

— les employés

— le personnel de direction des entreprises, des administrations, et plus généralement ceux qui sont au service direct de la classe dirigeante.

Cette structuration est renforcée par le système des salaires.

(3) Une telle comparaison des systèmes d'éducation en France et en Allemagne serait sans doute riche d'enseignements.

## Le système des salaires

Il présente deux particularités (par rapport à la France) :

1) Il repose fondamentalement sur le diplôme, quel qu'en soit le niveau (depuis le CAP jusqu'aux titres d'ingénieurs), qui détermine, de manière plus rigide qu'en France, les fonctions occupées dans l'entreprise ou dans la production, la classification dans la grille hiérarchique et le niveau de salaire. Ce qui n'exclut nullement l'existence d'un système de primes, ou le travail à la pièce ou au rendement, qui sont plus développés qu'en France. L'ensemble est codifié très précisément (en termes «réels», et non sous forme de salaires de base largement fictifs) dans les «accords tarifaires» conclus au niveau régional ou de l'entreprise (plus rarement au niveau national) et correspondant à nos conventions collectives. Les syndicats interviennent activement et fréquemment dans les arbitrages et les contestations auxquels ce système donne lieu. Les «conseils d'entreprise» disposent même d'un pouvoir de «codécision» pour l'attribution des primes (d'après des lois adoptées en 1952 et 1971).

2) L'éventail des salaires est plus resserré en RFA qu'en France, aussi bien parmi les ouvriers qu'entre les différentes catégories de personnels dans les entreprises :

### Rapport des salaires dans l'industrie en 1972

	RFA	France
ouvrier non qualifié	100	100
ouvrier qualifié	115	129
maitrise	146	182
employés	130	165
cadres	180	315

Moins nombreux et relativement moins bien payés en RFA qu'en France, l'ensemble des non-ouvriers ne perçoit dans l'industrie que 32 %

de la masse salariale (contre 42 % en France).

Mais, en RFA une partie du personnel échappe à ce système de salaires : les salariés «hors-tarifs» (*Leitende Angestellte*) qui occupent les fonctions de direction dans les entreprises. Issus généralement de l'université, ceux-ci ont des salaires fixés individuellement et qui sont nettement plus élevés (et même semble-t-il que ceux des cadres supérieurs français si l'on en croit les enquêtes effectuées par le journal *L'Expansion*, numéro de juin 1979).

Ce système de salaires, conjugué avec celui de la formation et de la promotion (souvent conditionnée par l'acquisition de nouveaux diplômes par la formation professionnelle), contribue à légitimer la place de chaque catégorie dans l'entreprise.

Mais cela ne va évidemment pas sans exceptions.

## Des catégories minorisées : les femmes et les immigrés

En RFA, comme dans la plupart des pays d'Europe, le taux d'activité des femmes (c'est-à-dire la proportion des femmes qui travaillent dans une entreprise) a cru sensiblement depuis une quinzaine d'années, pour toutes les tranches d'âge supérieur à 25 ans. Il est ainsi passé de 43,4 % en 1965 à 53,3 % en 1977 pour la tranche d'âge 30-35 ans. Il est aujourd'hui en moyenne un peu supérieur à celui de la France (31,1 % contre 29,6 %) et une forte proportion des femmes salariées est ouvrière puisqu'un ouvrier sur 4 est une femme.

Le nombre de travailleurs immigrés est lui aussi important : 1 900 000, soit 9,5 % de la population active en 1977, bien qu'en diminution sensible (-19 %) depuis 1974. Une part notable d'entre eux sont originaires de la CEE (21 %), ou des pays ayant demandé leur adhésion à la CEE (18 %), et bénéficient de statuts particuliers, les autres venant principalement de Yougoslavie et de Turquie (47 %).

Les femmes et les immigrés constituent incontestablement à côté des apprentis, la fraction la plus défavorisée de la classe ouvrière.

N'ayant pas accès ou dans de moins bonnes conditions au systè-

me de formation, ils sont classés dans des qualifications inférieures et sont nettement moins payés. L'écart hommes-femmes est même sensiblement supérieur à celui qu'on constate en France :

### Proportion de femmes (ouvrières + employées) par niveau de qualification en 1972 dans l'industrie :

	RFA	France
non-qualifiées	51,8 %	35,8 %
semi-qualifiées	42,7 %	50,8 %
qualifiées	5,5 %	13,4 %
	100,0 %	100,0 %

Les femmes sont aussi plus souvent victimes du chômage (le taux de chômage féminin est de 5,7 % contre 3 % pour les hommes).

La relativement moindre importance des services et des postes d'employés les défavorise d'autant plus que ces emplois sont plus mal rémunérés qu'en France.

Pour leur part les travailleurs immigrés ne présentent pas un taux de chômage relativement plus important que la moyenne, pour la bonne raison qu'une grande partie de ceux qui n'avaient plus d'emploi ont été contraints de rentrer chez eux.

Par contre, l'intérim et les formes d'emploi précaire (malgré la mise en œuvre récente de mesures un peu analogues à celles du «pacte pour l'emploi des jeunes») sont très limités en RFA.

## LE POUVOIR SYNDICAL

### Les syndicats allemands

Il y a quatre centrales syndicales en RFA :

— La plus importante, et de très loin, est le DGB avec 7 750 000 adhérents.

— Le DDB avec 794 000 adhérents,

est spécifique à la Fonction publique.

— Le DAG, 474 000 adhérents, est spécifique aux employés et aux cadres.

Il convient de remarquer que les employés, dont on a vu qu'ils constituaient une couche relativement homogène et distincte des ouvriers, se sont organisés très tôt dans des organisations syndicales spécifiques qui, malgré leur caractère corporatiste, se comportaient comme des organisations revendicatives. En 1905 par exemple, 20 % des employés du secteur privé étaient syndiqués.

— Le CGD, syndicat chrétien, ne compte que 243 000 adhérents environ.

Le taux de syndicalisation est donc très élevé : 43 % environ. Mais le DGB exerce une suprématie incontestée, y compris dans les catégories où existent des syndicats catégoriels.

Le DGB est organisé régionale-ment (au niveau de chaque Land est constitué un *Landesbezirke*), et par branches. Ce sont les organisations de branche qui détiennent en fait l'essentiel des pouvoirs : Eugen Löderer, dirigeant de l'IG Metall déclarait encore récemment «Le DGB n'a pas 7,5 millions d'adhérents, il en a 16, les fédérations d'industrie». Ces fédérations (IG, pour *Industrie Gewerkschaft*) sont d'ailleurs plutôt organisées comme des syndicats nationaux (analogues à ce qui existe en France dans la Fonction Publique) : très fortement structurées et centralisées, les organisations de base dans les entreprises, correspondant à une section syndicale, n'ont qu'une autonomie réduite. Peu nombreuses (16), les IG sont très inégales en taille, la plus importante étant l'IG Metall (2 400 000 adhérents), la plus petite, celle des Arts, n'en ayant que 41 000.

Malgré la relative modestie des cotisations (1% du salaire) les syndicats allemands sont riches. Le DGB emploie 40 000 personnes, possède la 4<sup>e</sup> banque privée de RFA (la Bank für Gemeinwirtschaft), une société de construction immobilière (Neue Heimat) qui est le 1<sup>er</sup> propriétaire immobilier du pays (280 000 logements), une flotte de pêche, 2 compagnies d'assurances, un réseau de coopératives avec 6 200 magasins... et un institut d'études économiques (le WWI) qui



Helmut Schmidt (de dos à droite) en conversation détendue, dans son avion personnel, avec le «patron des patrons» H.M. Schleyer (assis en face du chancelier) et le leader syndical Heinz Oskar Vetter (de face à l'extrême droite).

joue un rôle important dans la conduite de la politique du DGB. Au total le DGB détiendrait des participations financières représentant un montant égal à la moitié du budget fédéral.

Cette richesse est utilisée notamment pour alimenter des caisses de grève : il n'est pas imaginable pour un cadre du DGB d'engager une grève sans être sûr de pouvoir payer au moins la moitié du salaire des grévistes.

Cette puissante organisation est largement héritée du travail qu'avait effectué le parti social-démocrate depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (cf *Front Rouge* N° 6), le plus souvent pour contourner les lois répressives de Bismarck. Et malgré la période nazie, l'appareil put être reconstitué après la guerre avec les anciens dirigeants syndicaux (dont une bonne partie avait dû émigrer, ou avait été déportée), et avec l'appui des alliés.

Les syndicats allemands ont depuis longtemps rompu toute attache avec la lutte des classes, et la perspective du socialisme. Ils s'affichent ouvertement comme réformistes et ont toujours appuyé l'aile la plus «droitière» du SPD.

L'attachement du DGB aux institutions et aux règles du jeu imposées par la bourgeoisie allemande ne s'est jamais démenti. Lors de la création de la RFA, Hans Böckler, premier président du DGB s'exclama :

« Cette république, c'est la nôtre ! ».

Mais il serait erroné de ne voir dans le DGB qu'un instrument docile entre les mains du patronat.

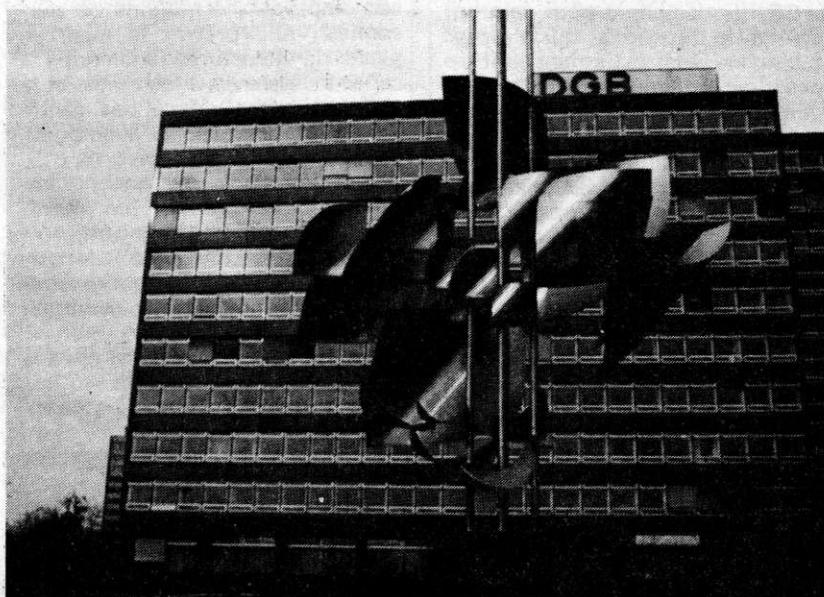
Le DGB a un objectif qui lui est propre, et qui est précisé dans son programme fondamental adopté en 1963 : l'extension à tous les niveaux des entreprises et de l'Etat de la « cogestion paritaire » (*Mitbestimmung*).

### La «communauté de travail» et la cogestion

En 1918 l'accord sur la «communauté de travail» fondait officiellement la reconnaissance pleine et entière des syndicats comme représentation des travailleurs, et mettait en place les premières structures de cogestion. Celles-ci ont été étendues par la suite, et constituent un ensemble complexe de structures et de droits reconnus aux syndicats.

### LE CONSEIL D'ETABLISSEMENT

Le conseil d'établissement (*Personalrat*) existe dans toutes les entreprises de plus de 5 salariés. Ses pouvoirs, codifiés par une loi de 1972, sont étendus puisque doivent lui être soumis le règlement intérieur, la discipline, l'organisation



Immeuble du DGB à Düsseldorf

des postes de travail, les primes, les heures supplémentaires, le rendement... Il dispose même d'un droit de veto sur les licenciements, précisé par des lois en 1969, 1976 et 1978. Ce droit est utilisé... modérément : sur 100 licenciements demandés par les employeurs, 80 sont autorisés par le Conseil, sur les 20 restants, 10 sont annulés, et les 10 autres sont portés devant les tribunaux qui en autorisent 6, le plus souvent avec une majoration des indemnités de licenciement.

Le conseil d'établissement est composé uniquement de représentants élus des ouvriers, des employés et des cadres (à l'exception des cadres «hors-tarif»). Les membres élus doivent d'après la loi concourir à «maintenir la paix dans la communauté de travail» (Friedenspflicht), et pour cela s'engager à coopérer avec la direction, ils doivent aussi contribuer à assurer la «prospérité de l'entreprise».

#### LES «HOMMES DE CONFIANCE»

Il s'agit d'une institution qui n'est pas légale, mais qui est très largement pratiquée. Les hommes de confiance sont élus sur la base de l'atelier, soit par les seuls syndiqués, soit par l'ensemble du personnel. Ils jouent un rôle assez comparable à celui des délégués du personnel, chargés plus particulièrement d'être les porte-parole des travailleurs de leur atelier auprès du CE. Ils désignent pour cela un «comité de direction», qui n'a pas de pouvoir légal mais dont l'influence n'est nullement négligeable.

Les élections sont le plus souvent organisées par le syndicat, et de fait les hommes de confiance sont au moins autant les porte-parole du DGB dans l'entreprise, que celui des travailleurs. Mais il peut arriver également que la direction de l'entreprise procède elle-même à ces élections avec l'accord du CE.

#### LA COGESTION DANS LES HOUILLÈRES ET LA SIDÉRURGIE

Introduite par les alliés en 1947, elle a été définitivement instaurée par une loi le 21 mai 1951, arrachée au Parlement sous la menace (fait absolument exceptionnel) d'une grève générale par le DGB. Elle

confie la gestion de chaque entreprise à deux organismes :

— Un conseil de surveillance qui fait fonction de pouvoir législatif, et comprend 11 membres désignés à raison de :

- 4 représentants des propriétaires de l'entreprise, qui désignent eux-mêmes un 5<sup>e</sup> membre qui ne doit pas appartenir à l'entreprise ou y détenir des intérêts financiers.

- 4 représentants du personnel, dont 2 au moins (un employé et un ouvrier) appartenant à l'entreprise, élus sur une liste établie conjointement par les syndicats et les CE. Ils désignent eux aussi un 5<sup>e</sup> membre obligatoirement extérieur à l'entreprise.

- Le «onzième homme» est nommé d'un commun accord entre les deux parties.

- Une direction exécutive comprenant le directeur commercial, le directeur technique, et le directeur du travail (Arbeitsdirektor). Ce dernier ne peut être nommé ou licencié sans l'accord de la parité des représentants du personnel.

#### LA LOI DE 1976 ET L'EXTENSION DE LA COGESTION

Longtemps réclamée par le DGB, l'extension de la cogestion a été très partiellement acquise par une loi adoptée en 1976 par le Parlement après d'interminables marchandages.

Limitée aux entreprises de plus de 2 000 salariés (soit 700 entreprises employant 4 millions de personnes), elle prévoit la mise en place de structures analogues à celles existant dans les mines et la sidérurgie, mais dans des conditions nettement moins avantageuses pour les syndicats :

— La parité du personnel comprend obligatoirement un représentant des cadres «hors-tarif».

- Le président du conseil de surveillance appartient obligatoirement à la parité des employeurs et sa voix compte double.

- Le directeur du travail est élu à la majorité simple du conseil.

#### L'ACTION CONCERTÉE

Depuis la fondation de la RFA, le DGB a entretenu des relations complexes, mais privilégiées avec tous les gouvernements. Par exemple Adenauer prenait tou-

jours l'avis du DGB avant de désigner le ministre du Travail...

Si le principe reste la liberté de négociations entre le patronat et les syndicats sans ingérence gouvernementale, s'il n'existe aucune instance de planification même aussi symbolique que celle qui existe en France, à partir de 1967 furent organisées régulièrement des réunions entre représentants du gouvernement, de la banque d'Etat, des syndicats et du patronat : c'est l'action concertée (*konzertierte Aktion*). Dans ces réunions, les différentes parties, s'appuyant essentiellement sur les rapports de leurs experts économiques respectifs, déterminent les grandes lignes de la politique salariale pour l'année à venir.

#### L'exercice du pouvoir syndical

On ne saurait négliger complètement les acquis que représentent certains des droits ainsi reconnus. Ils ont sans doute contribué à renforcer l'unité des travailleurs dans les entreprises, en limitant l'arbitraire patronal et la mise en place de formes d'emploi précaires.

Mais, conçus essentiellement pour partager le pouvoir avec le patronat dans les entreprises, ils ont renforcé considérablement le réformisme fondamental du DGB, et ont pesé lourd sur sa conception de l'action syndicale.

La tâche essentielle du syndicat à tous les niveaux est de faire fonctionner les structures mises en place, de participer aux négociations -quasi permanentes- à grand renfort de dossiers économiques établis par les experts syndicaux.

Les syndicats se sont considérablement bureaucratés. Les appareils, très centralisés, échappent largement au contrôle de la base. Par exemple dans les conseils de surveillance figurent nombre de responsables syndicaux désignés par leur syndicat et n'appartenant même pas à l'entreprise. Les permanents syndicaux, très nombreux, sont d'abord des fonctionnaires du DGB, formés dans les instituts syndicaux aux tâches de gestion et à la conduite des négociations. L'expérience de la lutte de classes ne fait évidemment pas

partie des critères de nomination des cadres .

Ce phénomène touche moins les «hommes de confiance», plus proches de la base. Il n'est pas rare de voir surgir des conflits entre eux et les représentants syndicaux du conseil de surveillance. Mais ceux-ci sont loin de disposer de l'autonomie des délégués du personnel français, ou des «shop-stewart» britanniques.

Impliqués directement dans la plupart des décisions concernant les travailleurs, les responsables syndicaux sont poussés à la collaboration de classe, comme la loi leur en fait l'obligation. C'est avec leur accord que plus de 100 000 mineurs ont été licenciés de 1966 à 1968 et que les effectifs de la sidérurgie sont réduits au rythme de 500 départs par mois.

Conséquence logique du système de la cogestion, le droit de grève est sérieusement limité : il est interdit de recourir à la grève pendant la période d'application d'un contrat et, à plusieurs reprises, les syndicats ont été condamnés à de lourdes amendes pour avoir «abusé» du droit de grève. Par exemple en 1952, après une grève contre le réarmement, ils ont été condamnés pour avoir «cherché à influencer la législation» en exerçant une «contrainte contraire à la constitution, au droit et aux bonnes mœurs».

Les statuts du DGB eux-mêmes fixent des conditions précises pour le déclenchement d'une grève :

- Les possibilités de négociation doivent être épuisées.
- Les sections locales doivent avoir l'accord de l'IG (et l'IG elle-même l'accord du DGB pour pouvoir bénéficier d'un soutien financier central).
- Surtout il faut l'accord d'au moins 75 % des adhérents pour déclencher ou poursuivre une grève. (article 19).

L'article 10 des mêmes statuts précise par ailleurs que :

*«Tout syndicat dans le ressort duquel éclate une grève non décidée et non autorisée a le devoir d'agir par ses représentants pour amener une prompt reprise du travail en préservant autant que possible les intérêts des travailleurs».*

Ces règles, si elles limitent gravement les possibilités de lutte des travailleurs, concentrent des pou-

voirs très importants entre les mains des dirigeants syndicaux. L'appareil du DGB dispose d'un pouvoir réel, à la fois dans l'économie et les entreprises, et sur les travailleurs.

## Les relations entre les syndicats et les partis politiques

Dès leur origine les syndicats allemands ont été étroitement contrôlés par le parti social-démocrate, qui s'était organisé et développé plus précocement du fait des lois d'exception bismarckiennes. Dans l'entre-deux guerres, deux centrales syndicales, liées l'une au SPD, l'autre au Parti communiste KPD ont coexisté. Après la guerre, la difficile renaissance, puis l'interdiction du KPD (approuvée par le DGB), ont donné au SPD l'hégémonie au sein du DGB.

Hégémonie de fait, mais qui n'est pas sans limite. A plusieurs reprises le DGB s'est engagé directement aux côtés du SPD dans des campagnes politiques (contre le réarmement ou les lois d'exception). Les réactions du gouvernement et du patronat, les procès qui lui furent intentés, lui imposèrent par la suite une plus grande prudence. La création de la Centrale syndicale chrétienne, née en 1955 d'une scission du DGB, si elle n'eut pas de conséquence grave fut un avertissement aux dirigeants du DGB. Aussi le DGB s'est-il montré depuis plus discret sur toutes les questions sortant des attributions qui lui sont reconnues. Par exemple il ne donne pas de consigne de vote lors des élections.

Il n'en demeure pas moins que les liens du DGB et du SPD sont étroits :

- Une partie non négligeable des moyens organisationnels du SPD lui est fournie par les syndicats, notamment par le réseau d'instituts de formation, d'études, ... qu'ils contrôlent. Mais le SPD ne reçoit pas de subventions du DGB.
- Nombre de ministres ou de responsables du SPD sont issus directement du DGB. Helmut Schmidt lui-même et la plupart des membres de son gouvernement sont syndiqués au DGB !
- Un nombre important de dirigeants du DGB sont en même temps députés au Bundestag, le

plus souvent du SPD. Lors des élections européennes, Oscar Vetter, président du DGB, a été élu sur la liste du SPD, tandis que d'autres responsables l'ont été sur la liste de la CDU-CSU.

- De l'aveu même de ses dirigeants (cf l'interview de Heinz Markmann) le DGB s'est toujours efforcé de soutenir le SPD lors des élections en s'abstenant, non de passer à l'action ce qui de toutes façons n'est pas dans ses habitudes, mais même de présenter des revendications qui pourraient passer pour «excessives».

Ces relations sont devenues plus délicates depuis que le SPD est au gouvernement, en particulier depuis le début de la crise.

## LE CONSENSUS SOCIAL FACE A LA CRISE

### Des luttes significatives

La classe ouvrière allemande a été loin d'accepter avec le conformisme qu'on lui prête parfois la conception du consensus social forgée par la bourgeoisie et les dirigeants sociaux-démocrates.

En septembre 1969 des grèves sauvages importantes se déroulèrent dans la métallurgie, dans la Ruhr, à Brême, Kiel, et dans la Sarre. Elles devinrent plus fréquentes par la suite (notamment en 1973).

Ainsi qu'on l'a vu dans la première partie, la crise a permis à la bourgeoisie allemande de récupérer une partie de ce qu'elle avait dû accorder précédemment, et cela avec l'appui d'Helmut Schmidt à qui on doit la célèbre formule, reprise par Barre :

*«Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain, et les investissements de demain sont les emplois d'après demain».*

Le DGB lui-même a approuvé cette politique, et des organisations du DGB ont accepté de signer des accords de salaires ne maintenant pas le pouvoir d'achat.

Les salaires ont stagné, le chômage a atteint des niveaux tout à fait inconnus depuis 30 ans. Dans un premier temps des mesures ha-

biles ont permis de diviser les travailleurs (renvoi des immigrés, primes pour les départs volontaires, utilisation des cotisations de sécurité sociale,...) et cela ne fut sans doute pas sans effet. Mais la situation de crise persiste, alors même que l'économie de la RFA paraît prospère sous bien des aspects.

Ce sont maintenant certaines des bases du «consensus» social qui sont atteintes :

- Les restructurations imposent des reclassements, des réorganisations dans les entreprises, l'introduction de techniques nouvelles. L'adéquation entre les diplômes professionnels acquis et les fonctions occupées ou le salaire perçu est de plus en plus souvent remise en cause. Aussi la garantie du salaire en cas de réorganisation a été l'une des principales revendications mise en avant lors des grèves des dockers, des imprimeurs (3 semaines de grève avec la non-paration d'une grande partie de la presse) en janvier 1978, des métallurgistes du Bade-Wurtemberg (3 semaines) en mars 1978. Et dans les trois cas les travailleurs ont obtenu des garanties appréciables.

- La toute puissance des dirigeants syndicaux qui déterminaient dans le détail les accords négociés avec le patronat et les compromis jugés acceptables, est plus souvent battue en brèche. Dans les trois grèves mentionnées précédemment ainsi que lors de la grève des sidérurgistes en novembre 1978, à plu-

sieurs reprises les travailleurs ont repoussé par un vote très largement majoritaire (puisqu'il faut plus de 75 % pour continuer la grève), les compromis qui leur étaient proposés. Et les accords finaux ne furent acceptés que par une faible majorité des travailleurs.

- De nouvelles revendications sortant du cadre des augmentations de salaires qui constituent traditionnellement l'essentiel des négociations tarifaires, ont été mises en avant sous la pression de la base. C'est particulièrement le cas des 35 h qui fut au cœur de la lutte de 44 jours de 100 000 sidérurgistes. Cette revendication a été provisoirement enterrée, l'IG Metall refusant de la prendre en compte (dans des accords conclus en janvier 1979 dans la métallurgie de la Hesse et du Bade-Wurtemberg les syndicats s'engagent même à ne pas remettre en cause les 40 h pendant 5 ans !).

- Un durcissement des actions. Certes les occupations d'entreprise restent exceptionnelles (la première depuis la guerre eut lieu en mai 1975 dans la cimenterie Seibel). Les séquestrations de cadres, et autres moyens d'action sont toujours inconnus en RFA. Mais la grève à date fixe, avec perception du salaire sur les caisses syndicales s'avère moins efficace. D'abord en raison de l'intransigeance du patronat qui fait durer les conflits, utilise le lock-out pour vider les caisses syndicales (la grève des sidérurgistes a coûté 100 millions de

DM à l'IG Metall, dont 80 à cause du lock-out). De ce fait l'appel à la solidarité et au soutien des autres travailleurs devient plus important. Enfin la violation des «règles du jeu» par le patronat incite davantage les militants de base des syndicats à recourir aux grèves sauvages, plus efficaces et moins coûteuses.

Cette pression de la base n'est pas sans répercussion sur l'attitude des syndicats eux-mêmes.

### Les dirigeants du DGB : un ton au dessus

*«Entre le gouvernement et nous la lune de miel est terminée. Notre réserve de bonne volonté est épuisée. Il n'est plus question de compromis».*

Ces déclarations -jugées fracassantes en RFA- du président du DGB Oscar Vetter à la fin de 1976 sont pour l'instant restées à l'état de rodomontades. Le DGB n'a guère traduit en action concrète sur le terrain le durcissement qu'il affiche dans ses congrès.

On ne peut pourtant nier qu'un changement réel se produise dans les syndicats allemands, sous l'effet de deux facteurs bien distincts.

La pression de la base tout d'abord. La multiplication des grèves sauvages en 1973 et 1974, le refus de ratifier des accords négociés au sommet, la combativité durant les grèves, la présentation dans certaines entreprises de listes syndicales concurrentes (comme à Opel Bochum en 1972 et 1975), sont autant de signes inquiétants pour l'autorité des dirigeants syndicaux. Ceux-ci n'ont pas hésité à procéder à des exclusions massives, et à appliquer dans les syndicats la chasse aux sorcières contre les «extrémistes». Mais ils ne peuvent empêcher qu'un plus grand nombre de militants, sans remettre en cause la nécessité des syndicats (les effectifs se sont accrus depuis la crise), s'interrogent sur la politique du DGB. On a pu le constater lors de la grève des sidérurgistes où ils ont été nombreux à prendre une part active à la grève, et à chercher à l'étendre contre l'avis du DGB.

De leur côté, les directions syndicales maintiennent leurs propres



Grève sauvage - Opel 1973

objectifs, visant à renforcer leurs pouvoirs dans les entreprises et dans l'économie. Le bilan qu'ils dressent de ce point de vue de plus de 10 ans de présence du SPD au gouvernement n'est pas que positif. La loi sur la cogestion adoptée en 1976 est loin de leur donner satisfaction et d'autres réformes telles que celle de la sécurité sociale, la mise en place de «conseils économiques et sociaux», la planification... sont enlisées dans des débats sans fin entre le SPD et son

partenaire le FDP. Pire même pour ces hommes d'appareil, le patronat allemand a fait appel devant le tribunal constitutionnel contre la loi sur la cogestion ! Ceci, joint à la généralisation de la pratique du lock-out, à des campagnes périodiques (dans le *Frankfurter Allgemeine* notamment) contre les syndicats, les conduit à se montrer plus durs afin d'obtenir des concessions plus importantes. Ils ont par exemple renoncé à l'action concertée depuis 2 ans.

**Extraits d'une interview de Heinz Markmann, directeur de l'institut de sciences économiques et sociales du DGB (parue en avril 1977 dans «L'expansion».)**

*«Si l'on compare notre attitude aujourd'hui avec celle que nous avons il y a six mois à l'égard du gouvernement, on doit constater en effet que quelque chose a changé ; mais nous étions alors dans une année électorale, ce qui impliquait pour nous une certaine prudence. Aujourd'hui nous constatons que ce que l'on nous avait promis - la relance conjoncturelle, la lutte contre le chômage, la législation sur la cogestion, la réforme de la sécurité sociale - ne se réalisera pas. Par ailleurs la pression de notre base a augmenté.*

*Après deux ans de prudence sur le plan de la politique des revenus, on observe que la situation économique s'est améliorée, et que le développement économique sera assez favorable en 1977 ; mais le gouvernement ne peut pas (ou ne veut pas) suivre nos propositions. Le président a donc pris une position plus dure. Cela ne veut pas dire une déclaration de guerre, mais c'est une mobilisation de la volonté syndicale, la fixation de certains points, importants pour nous, que nous désirons voir réalisés pendant cette législature.»...*

*«Si le gouvernement peut nous démontrer qu'il veut sérieusement satisfaire nos désirs, je suis sûr que nos relations s'amélioreront et que se recréera un climat correct. Mais il est normal en Allemagne, même dans le cadre du consensus, qu'il se produise des tensions entre*

*le gouvernement et un mouvement ouvrier qui doit rester revendicatif pour avoir l'appui de ses membres.*

....  
*«Après avoir espéré que nos revendications recevraient un accueil favorable, nous cherchons aujourd'hui à faire appel de nouveau à nos propres moyens. C'est-à-dire à une politique de négociations entre les syndicats et le patronat pour résoudre quelques problèmes qui ne peuvent être réglés par le gouvernement ou par le Parlement.»*

....  
*«Nous voulons une planification cadre, déjà inscrite dans notre programme de 1963. Nous refusons le dirigisme. La décision des investissements doit rester de la responsabilité de l'entrepreneur mais sous certaines conditions. Tout cela doit être incorporé dans une politique structurelle, soit régionale, soit sectorielle. Avec la cogestion nous pouvons exercer une certaine influence sur les comportements concernant les investissements dans les grandes entreprises. Ce contrôle est un outil utile et nécessaire aux délégués syndicaux dans les conseils d'administration. Le DGB a aussi proposé en 1971 la création de conseils économiques et sociaux au niveau des Länder et des districts. Ces conseils devraient être paritaires ; syndicats et employeurs auraient pour tâche centrale de développer des propositions pour une planification démocratique économique et sociale.»*

**DES LUTTES PLUS DURES DANS L'AVENIR ?**

Incontestablement 1978 a marqué un tournant dans les rapports sociaux en RFA.

La crise a permis à la bourgeoisie d'imposer des sacrifices aux travailleurs. Mais contrairement à ce qui s'était produit lors des crises précédentes la reprise ne vient pas et la situation des travailleurs ne marque aucune amélioration. Au contraire tout laisse prévoir une nouvelle offensive de la bourgeoisie.

Dans le même temps la dégradation de la situation sape progressivement certains des fondements du consensus social.

La combativité nouvelle dont les travailleurs allemands ont fait preuve l'année dernière apparaît ainsi comme l'amorce de changements plus profonds, qui doivent se développer sur une période relativement longue.

Certes, les manœuvres des sociaux-démocrates ont jusqu'à présent maintenu dans un cadre encore «classique» les luttes de masse les plus importantes. Mais les contradictions auxquelles les directions syndicales sont confrontées vont s'aggraver. Et le décalage entre le langage «dur» des congrès et une action dont les objectifs visent avant tout à maintenir les pouvoirs des appareils syndicaux va devenir plus évident à l'approche des élections générales de 1980 qui s'annoncent difficiles. Cela devrait contribuer à affaiblir le poids du réformisme, qui reste le principal frein à l'essor de la lutte des classes en RFA.

# LA POLITIQUE ETRANGERE ET LES PROBLEMES DE SECURITE

Dès sa création les problèmes de politique étrangère ont tenu une grande place dans la vie politique allemande. Ils soulèvent trois questions, intimement liées :

- la réunification de l'Allemagne
- la souveraineté de la RFA
- la sécurité

Avant même la fin de la guerre, Britanniques et Américains étaient convenus d'imposer à l'Allemagne entière (et non à sa seule armée, ou à son gouvernement) la reddition sans condition. Le plan Morgenthau (du nom du Secrétaire d'Etat américain au Trésor) approuvé le 15 septembre 1944 par Churchill et Roosevelt prévoyait la cession de la Prusse-Orientale et de la Haute-Silésie à la Pologne, de la Sarre et de la région comprise entre le Rhin et la Moselle à la France, la constitution d'une confédération d'Etats allemands, le travail forcé, au titre des réparations, d'une main d'œuvre allemande utilisée à l'étranger, l'internationalisation de la Ruhr, et la transformation de l'Allemagne en un pays pastoral grâce au démantèlement complet de tout équipement industriel...

De son côté l'URSS, et Staline en particulier, a toujours refusé ces prétentions, dont le caractère impérialiste était évident. Dès 1942, dans un ordre du jour, Staline déclarait :

*«Il serait ridicule d'identifier la clique de Hitler avec le peuple allemand, avec l'Etat allemand. L'histoire montre que les Hitler arrivent et passent, tandis que le peuple allemand, l'Etat allemand demeurent.»*

Et le 9 mai 1945 dans un message au peuple allemand :

*«L'Union Soviétique célèbre la victoire, bien qu'elle n'ait pas l'intention de démembrer ni de détruire l'Allemagne.»*

Plusieurs projets d'accords plus ou moins partiels ont été ébauchés entre les Alliés, mais aucun ne

réglait complètement le sort de l'Allemagne après la guerre.

La reddition sans condition est signée le 8 mai 1945.

L'Allemagne est amputée de ses provinces à l'Est de la ligne Oder-Neisse, transférées à l'URSS et à la Pologne. Elles représentent 24% de la superficie du Reich dans ses frontières de 1938 et sont peuplées de 9,5 millions d'allemands, qui en sont expulsés dans les 2 années suivant la guerre. Le reste du territoire, ainsi que Berlin, est, conformément aux accords conclus, partagé en 4 zones d'occupation. Dans chacune d'elles le pays occupant met en place un gouvernement militaire excluant toute participation allemande et disposant d'un pouvoir absolu.

Tout est en place pour que les contradictions se développent. Elles le feront en plusieurs phases.

---

## DE 1945 A 1966 : LA CREATION DE LA RFA SOUS LA HOULETTE DES USA

---

Dans leurs zones (en particulier dans la zone française et dans la Sarre alors rattachée à la France) les alliés occidentaux maintiennent strictement le régime d'occupation, refusant la mise en place de toute structure administrative allemande. Tandis que l'URSS commence progressivement, avec l'aide du Parti Communiste, à réorganiser l'administration.

Rapidement l'antagonisme entre les pays impérialistes et le camp socialiste conduit les USA à réviser leur politique à l'égard de l'Allemagne. Le 12 mars 1947 le président des

USA Truman définit la stratégie américaine : contenir le communisme en accordant une aide économique, mais aussi militaire aux pays considérés comme menacés. Et l'Allemagne est en première ligne. L'échec de la conférence de Moscou, le 24 avril 1947, consacrée à l'Allemagne, marque le début de la guerre froide.

Dès lors les USA vont s'efforcer de reconstituer à partir des zones occidentales un Etat allemand suffisamment fort pour s'opposer à l'URSS, sous leur contrôle. Cela fut réalisé en plusieurs étapes, s'étalant sur près de 10 ans.

— 7 juin 1948 : fusion des zones occidentales, et mise en place d'institutions allemandes.

— 18 juin 1948 : réforme monétaire dans les zones ouest

— 23 mai 1949 : création de la RFA.

— 24 août 1949 : signature du Traité de l'Atlantique Nord.

— 1 avril 1951 : création de la CECA.

— 27 mai 1952 : signature du traité de la CED prévoyant la création d'une armée européenne ; il fut finalement rejeté par le Parlement français en 1954.

— mai 1955 : accords de Paris autorisant la RFA à se doter d'une armée et à entrer dans l'OTAN.

— 1 janvier 1957 : restitution de la Sarre à la RFA.

A chacune de ces initiatives occidentales l'URSS va répliquer par des mesures analogues : création de la RDA, du Pacte de Varsovie, du COMECON.

La bourgeoisie allemande reste alors étroitement liée à l'impérialisme américain qui détient un pouvoir d'intervention économique, militaire et politique incontesté sur la RFA. Tout en maintenant ses revendications sur la réunification, la récupération des provinces au-delà de la ligne Oder-Neisse, elle accepte de fait, en accentuant son intégration au camp lié aux USA, d'accroître la coupure avec la RDA et de rendre la situation irréversible. Elle y voit également la condition pour récupérer ainsi progressivement sa souveraineté et son autonomie, fût-ce sur un territoire amputé. L'intégration européenne qui se faisait alors sous la direction des USA n'était dans ce contexte qu'une des pièces de l'ensemble atlantique.

Cette politique fut sérieusement

combattue par toute une partie du peuple allemand qui refusait à la fois la soumission à l'impérialisme US, la renaissance du militarisme qui leur avait coûté si cher, et l'abandon de tout espoir de réunification. Le SPD s'est fait partiellement l'écho de ces aspirations, sans pour autant mener la lutte avec conséquence car il n'a jamais remis en cause les bases mêmes de cette politique.

### 1966 - 1974 : L'OSTPOLITIK

En 1966, la bourgeoisie allemande avait pour une large part retrouvé l'essentiel de ses prérogatives (mais il faudra encore attendre 1968 pour que les alliés renoncent au droit d'intervention militaire dans les affaires intérieures de la RFA). Les revendications sur la réunification et les frontières de l'Est, outre qu'elles apparaissaient de moins en moins crédibles, constituaient même une entrave sérieuse dans le développement des relations extérieures. Par exemple au nom de la « doctrine Hallstein » la RFA rompait ses relations diplomatiques avec tous les pays reconnaissant la RDA. La RFA était absente de l'ONU et de la plupart des organisations internationales. Devenue une puissance économique de premier rang, elle restait un « nain politique ».

Les changements intervenus dans les démocraties populaires et en URSS lui faisaient entrevoir des marchés importants et la politique de « détente » affichée par les nouveaux dirigeants soviétiques rendait concevables des concessions sur la sécurité.

L'arrivée du SPD au pouvoir en décembre 1966 allait être l'occasion d'un changement de politique. Le nouveau Ministre des Affaires Étrangères, Willy Brandt, dont le passé est exempt de toute compromission avec les nazis et dont le prestige international était alors grand, allait être l'artisan de cette politique menée d'un commun accord entre les deux partis au pouvoir SPD et CDU-CSU.

Cette politique fut également approuvée par les USA qui, en pleine guerre du Viet Nam, n'avaient guère les moyens de créer

*L'Allemagne  
partagée en 4 zones  
d'occupation en 1945*



*La République  
Fédérale Allemande  
aujourd'hui*





Willy Brandt et Leonid Brejnev à Bonn

une crise en RFA et de se couper d'un des rares pays qui soutenait sans réserve leur politique.

Pour la bourgeoisie allemande et pour le SPD en particulier il était clair que rien ne pouvait être fait sans l'accord préalable de l'URSS, dont ils reconnaissaient ainsi l'hégémonie sur l'ensemble de l'Europe de l'Est.

Des discussions plus ou moins confidentielles s'engagent alors à partir de 1967.

Dans un discours prononcé le 10 mars 1967 Brejnev fixait les conditions d'un accord :

*«Renoncez à vos prétentions à parler au nom du peuple allemand tout entier, reconnaissez la situation qui existe réellement en Europe, et notamment le fait de l'existence de deux États allemands, renoncez clairement et sans équivoque aux velléités d'accéder à l'armement atomique.»*

Ces conditions furent toutes remplies par la bourgeoisie allemande :

- août 70 : signature à Moscou d'un traité avec l'URSS par lequel la RFA reconnaît de fait l'hégémonie soviétique en Europe de l'Est.
- décembre 70 : signature de l'accord avec la Pologne.
- décembre 72 : signature du Traité fondamental avec la RDA.
- décembre 73 : signature du Traité avec la Tchécoslovaquie
- février 74 : ratification du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

## DEPUIS 1974

Dans la déclaration gouvernementale prononcée en 1974 lors de son installation au poste de Chancelier, Helmut Schmidt a réaffirmé les principes qui théoriquement guident maintenant la politique étrangère de la RFA :

*«Nous nous réclamons de l'unification de l'Europe, une Europe partenaire des USA... L'Alliance atlantique demeure la base élémentaire de notre sécurité et le cadre politique nécessaire de nos efforts pour la détente dans le monde.»*

*Sur le fondement solide de notre alliance dans le Pacte de l'Atlantique nord, nous cultivons de bonnes relations avec l'Union Soviétique et avec les Etats du Pacte de Varsovie.»*

Si ces principes n'ont pas été officiellement remis en cause par l'un ou l'autre des grands partis bourgeois allemands, ils suscitent aujourd'hui des interrogations et des divisions.

## Les pressions du social-impérialisme

La bourgeoisie allemande avait espéré, lors de l'ouverture de l'Ostpolitik, obtenir certaines concessions de l'URSS, notamment sur Berlin, et encourager une relative libéralisation en RDA qui y aurait facilité sa pénétration, et, pourquoi

pas, quelques progrès dans le rapprochement entre les deux Etats.

En fait de concessions, ce fut elle qui dut accepter intégralement toutes les exigences du social-impérialisme. Certes des améliorations ont été apportées aux communications entre la RFA et la RDA, ainsi que pour l'accès à Berlin, mais les modalités pratiques font l'objet de marchandages incessants, et l'application des accords est périodiquement suspendue.

Le statut de Berlin demeure aussi contesté, au point que le 9 mai 1977 lors d'une réunion à Londres, les chefs de gouvernement des USA, de la Grande-Bretagne, de la France et de la RFA estimèrent nécessaire de rappeler que :

*«Les trois puissances continuent de repousser toute tentative pour mettre en question les droits et les responsabilités que conservent la France, les USA, le Royaume Uni et l'Union Soviétique à l'égard de l'Allemagne dans son ensemble et des quatre secteurs de Berlin.»*

30 ans après la fin de la guerre, l'impérialisme allemand doit encore faire appel aux accords découlant de sa défaite pour fonder certains des aspects de sa souveraineté !

Les exportations de la RFA vers les pays de l'Europe de l'Est, après avoir progressé, stagnent à 7% du total de ses échanges. L'URSS sait utiliser cette arme comme moyen de chantage et réclame des conditions de financement particulièrement favorables, alors que son endettement vis-à-vis des pays occidentaux ne cesse de croître.

Enfin les pressions militaires du social-impérialisme sont une réalité plus présente que jamais à la frontière même de la RFA.

En 10 ans, en Europe Centrale, l'URSS a augmenté le nombre de ses soldats de 100 000 hommes, doublé son artillerie, accru le nombre de ses chars de 40%. Depuis quelques années, l'URSS déploie des missiles SS-20 à ogives multiples lancés d'une plate-forme mobile et capables d'atteindre n'importe quel point en Europe à partir de l'URSS. Elle a également commencé à produire un bombardier, le «Backfire» à moyen rayon d'action. SS-20 et «Backfire» sont spécialement adaptés au théâtre d'opération européen.

Ces questions sont très sensibles en RFA.

## Un relâchement des liens avec les USA

La bourgeoisie allemande qui, pendant 20 ans, avait été d'une fidélité sans faille à l'égard de l'impérialisme américain, commence progressivement à prendre ses distances à partir de 1974.

● D'abord pour des raisons économiques :

— La crise monétaire, largement imputable à l'impérialisme US, si elle fut exploitée par la bourgeoisie allemande, l'a contrainte aussi à encaisser d'énormes quantités de dollars qui sont continuellement dépréciés. L'instabilité chronique du système monétaire a freiné le développement des échanges internationaux, auquel l'impérialisme allemand est particulièrement sensible. Aussi pratiquement le gouvernement de la RFA s'est-il progressivement désolidarisé des positions américaines, et a-t-il rejoint les propositions de constitution du système monétaire européen présentées par la France.

— Les USA ont à de multiples reprises en 77 et 78 fait pression sur la RFA pour qu'elle prenne des mesures de relance économique afin d'éviter une nouvelle récession aux USA. La RFA (comme le Japon d'ailleurs) s'y est refusé par crainte de relancer l'inflation.

— Le gouvernement US a tenté d'empêcher la RFA de livrer des équipements nucléaires au Brésil. Le prétexte invoqué (la non-dissémination des armes nucléaires)

masque mal la volonté d'éliminer un concurrent dangereux d'un marché prometteur.

● Ensuite pour des raisons liées à la sécurité.

Pendant des années la doctrine de base de l'OTAN était la «réponse radicale» : à toute attaque venant de l'Est contre un quelconque des membres de l'OTAN on répondrait en utilisant toutes les armes, y compris nucléaires, disponibles. Les USA s'engageaient ainsi complètement dans la défense de la RFA.

Le développement des moyens nucléaires de l'URSS, capable de menacer de destruction le territoire américain a conduit l'impérialisme US au début des années 70 à abandonner cette doctrine au profit de la «riposte graduée» : toute attaque venant de l'Est doit être contrée à l'aide des moyens nécessaires pour repousser l'adversaire. Ce qui permet aux américains de se réserver une marge de manœuvre, et conduit inévitablement à transformer l'Europe occidentale, et la RFA en premier lieu, non seulement en champ de bataille mais encore en objet de marchandage entre les deux superpuissances.

Cette doctrine n'a jamais été officiellement abandonnée, mais la question de fond : jusqu'où les USA sont-ils prêts à s'engager en cas d'une attaque du social-impérialisme en Europe ? n'a suscité que des réponses changeantes et vagues de la part des gouvernements US. En 1976 une étude du Pentagone envisageait l'abandon du tiers du territoire de la RFA en cas de conflit avec l'URSS. Même si elle ne fut présentée que comme une «hypothèse de travail», il n'en demeure pas moins que, progressivement, les USA concentrent l'essentiel de leurs moyens à la défense du seul territoire américain.

## Les débats au sein de la bourgeoisie allemande

Ces questions ont fait l'objet de débats publics importants en RFA ces dernières années. Deux orientations se sont affrontées explicitement :

La première orientation, niant la réalité du danger du social-impérialisme («les moyens militaires de l'URSS sont principalement à usage

défensif » H. Wehner) insiste sur la nécessité non seulement de «sauvegarder la détente» en évitant toute prise de position qui pourrait indisposer l'URSS (notamment par rapport à la Chine) mais encore de prendre des initiatives, même isolées, en vue de se rapprocher de l'URSS. Les défenseurs de cette orientation sont en premier lieu Herbert Wehner, un des dirigeants les plus anciens et les plus influents du SPD (il est actuellement chef du groupe parlementaire) soutenu par la «gauche» du SPD. Il s'est ainsi constitué un véritable «lobby» pro-soviétique qui multiplie les contacts «officieux» avec les pays liés à l'URSS. En 1979 H. Wehner mettait publiquement en cause le ministre des affaires étrangères, accusé de freiner la détente avec l'URSS. Par ailleurs il a ressorti plus ou moins complètement le «Deutschland Plan», élaboré sous sa direction en 1959 par le SPD et qui proposait la création d'une zone libre d'armes nucléaires et de troupes étrangères, englobant l'Allemagne, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie, prélude à une progressive réunification de l'Allemagne.

Ces positions ne sont pas sans écho en URSS où la presse s'est mise à évoquer à nouveau l'éventualité d'une réunification de l'Allemagne, tandis que les avances se sont multipliées en direction de la RFA.

La deuxième orientation reste intégralement fidèle aux principes atlantistes : la détente avec l'URSS n'est possible que si la sécurité de la RFA est assurée, et cela n'est concevable que dans le cadre de l'OTAN. Cette position est farouchement défendue par la CDU-CSU qui y voit un moyen de se démarquer du SPD.

## La construction européenne

Ce débat n'est pas tranché au sein de la bourgeoisie allemande, le gouvernement oscillant entre les deux orientations.

C'est dans ce contexte également que peut-être appréciée l'attitude de l'impérialisme allemand vis-à-vis de la construction européenne.

Pendant longtemps cette attitude était fondée sur deux principes :

— oui à la construction européenne, en ce qu'elle contribue à la

formation d'un espace économique européen favorable pour l'économie de la RFA,

— mais les affaires politiques, notamment celles ayant trait à la défense et à la politique étrangère, doivent être traitées dans le cadre de l'OTAN, seule structure jugée efficace et crédible.

Autrement dit : la CEE pour les affaires, l'OTAN pour la politique.

L'évolution de la situation internationale la conduit à regarder d'un point de vue nouveau la construction européenne : celle-ci pourrait-elle, et dans quelles mesures, constituer un substitut à un soutien américain défaillant ?

Certes aujourd'hui l'Europe n'existe guère sur le plan politique, et pratiquement pas sur le plan militaire (les questions de défense n'étant pas de la compétence de la CEE mais de l'Union Européenne).

## LE CONSENSUS POLITIQUE

L'organisation de la vie politique en RFA a été très profondément marquée par les 12 années de terreur nazie, d'arbitraire total que venait de vivre le peuple allemand.

La bourgeoisie allemande, qui avait contribué à installer Hitler au pouvoir, s'est appuyée sur le rejet du passé pour mettre en place des institutions respectant scrupuleusement les formes de la démocratie parlementaire, et pour imposer des lois d'exception contre les communistes, et le monopole de trois grands partis bourgeois.

Le «consensus» politique qui s'est ainsi établi en RFA est en apparence très semblable à celui qui existe de longue date dans la plupart des pays anglo-saxons. Mais cette apparence cache mal des tensions fortes, reflet souvent déformé d'une lutte des classes que la bourgeoisie aurait voulu bannir de la vie politique.

---

### L'ETAT DE DROIT : LE RECHTSSTAAT

---

Le régime nazi avait, en imposant

Mais des progrès pourraient être faits, d'autant plus que Giscard sollicite assez systématiquement le gouvernement de la RFA en ce sens, et que la RFA disposerait dans une Europe plus unifiée d'un poids politique déterminant.

Ces questions agitent beaucoup les partis bourgeois de la RFA, mais sans qu'une orientation précise se dégage encore clairement. Les deux superpuissances tentent, chacune de leur côté, de tirer l'impérialisme allemand vers leur bord, et par ailleurs il ne s'est pas encore manifesté clairement en Europe, de la part des gouvernements ou des forces politiques qui y dominent, de volonté nette d'avancer dans la construction d'une Europe indépendante des deux superpuissances. Aussi est-il vraisemblable que le débat ne sera pas tranché avant les élections générales de 1980.

un arbitraire total, nié jusqu'à la notion même de légalité. Ainsi un des plus célèbres professeurs de droit public de l'époque en vint à écrire au lendemain de la «nuit des longs couteaux» :

*«Le véritable chef est en même temps juge. C'est de sa capacité de chef que vient sa qualité de juge... En vérité l'action du führer a été un acte de juridiction normale. Elle n'est pas soumise à la justice. Elle était par définition la suprême justice... Tout droit émane du führer.»* (Carl Schmitt - cité dans le «national-socialisme par les textes» Plon 1963).

### De la constitution «démocratique» aux interdictions professionnelles

Rien d'étonnant dès lors que les fondateurs de la République de Bonn aient voulu «donner le droit comme valeur suprême» au nouvel Etat, fonder l'«Etat de droit», le «*Rechtsstaat*».

Il ne s'agit pas là pour l'essentiel de mettre en place des institutions ou une constitution particulières.

Celles-ci, de type fédéral, sont très représentatives d'une démocratie parlementaire bourgeoise.

Mais cette notion, érigée au rang de valeur idéologique, est destinée à cimenter le consensus politique.

● Le droit, le respect des lois, sont érigés en rempart de la démocratie et des libertés. Qu'elles plaisent ou non, qu'elles soient imparfaites, cela ne saurait justifier en aucun cas de les transgresser. Ceux qui violent la légalité sont d'emblée accusés de vouloir imposer leur volonté à la majorité, de rétablir une dictature, et la société a le droit de les éliminer impitoyablement pour éviter «que ça ne recommence». L'exemple passé du nazisme, et celui présent du régime existant en RDA, servent de repoussoir pour condamner les communistes, et tous les «extrémistes».

● Le juridisme, qui découle inévitablement de cette primauté du droit, donne un poids considérable à la justice, et à l'administration en général, rejoignant ainsi une tradition prussienne ancienne. Il existe un grand nombre de «cours suprêmes de justice», spécialisées chacune dans un domaine particulier. La plus importante est le Tribunal Constitutionnel de Karlsruhe (*Bundesverfassungsgericht*) dont le rôle est sans doute comparable à celui de la Cour Suprême des USA.

Ces conceptions produisent les résultats escomptés.

● Le droit étant fait sur mesure pour préserver les intérêts de la bourgeoisie, c'est toute velléité de contestation du système social qui est mise hors-la-loi.

L'article 2 de la Constitution prévoyant que :

*«Les partis qui d'après leur programme ou d'après le comportement de leurs adhérents tendent à porter atteinte à l'ordre fondamental libéral et démocratique ou à le supprimer, ou encore à mettre en péril l'existence de la RFA, sont anticonstitutionnels. Il appartient au Tribunal Constitutionnel Fédéral de se prononcer sur la question de l'anticonstitutionnalité»,* le Tribunal Constitutionnel dans un arrêt du 17 août 1956 a interdit le Parti communiste KPD.

Le même article précisant que *«la liberté d'enseignement ne dispense pas de la fidélité à la constitution»* donna le fondement légal aux

premières mesures d'interdiction professionnelles (*Berufsverboten*) qui permirent d'exclure de l'enseignement les membres du DKP et les révolutionnaires. Et le 28 janvier 1972 la conférence des ministres présidents des Länder, sous la présidence du chancelier Willy Brandt, prit un décret sur les «extrémistes» (le *Radikalenerlass*) :

«Les lois sur la Fonction Publique dans le Bund et dans les Länder disposant que l'accès au fonctionariat est réservé à ceux qui donnent la garantie de prendre fait et cause, à tout moment, pour l'ordre fondamental, démocratique et libéral tel qu'il découle de la constitution, les fonctionnaires sont tenus à s'engager dans et hors du service pour le maintien de cet ordre fondamental. Il s'agit là de dispositions impératives. Chaque cas individuel doit faire l'objet d'un examen, et d'une disposition particulière.»

Ce décret, pris simultanément dans les différents Länder a connu des applications variables mais en 1976 on estimait déjà à 500 000 le nombre de candidats à la Fonction Publique qui avaient fait l'objet d'une enquête, et à 1 200 le nombre d'interdictions prononcées. (4)

● L'article 18 de la Constitution prévoyant que :

«Quiconque abuse de la liberté d'expression, notamment de la liberté de presse, de la liberté d'enseignement, de la liberté de réunion, de la liberté d'association, ou du secret des communications postales, téléphoniques ou télégraphiques, du droit de propriété ou du droit d'asile pour combattre l'ordre fondamental libéral et démocratique est déchu de ces droits fondamentaux. C'est au Tribunal Fédéral Constitutionnel qu'il appartient de se prononcer sur cette déchéance et son étendue», toute une série de lois réduisant les droits de manifestation (1968), de la défense dans les procès politiques (1974), de la presse (1976) et instituant les écoutes téléphoniques (1977) furent adoptées par le Parlement.

L'application de ces dispositions est confiée à l'Office fédéral pour la

protection de la Constitution (*Verfassungsschutz*) véritable police politique disposant de prérogatives discrétionnaires.

● L'administration, et tout particulièrement la justice, à laquelle tant de pouvoirs sont reconnus, a un recrutement sélectif socialement, renforcé par les enquêtes policières et les interdictions professionnelles. De plus elle a été relativement peu épurée à la fin de la guerre. On ne compte plus les juges et les hauts fonctionnaires qui ont participé activement au fonctionnement de l'Etat nazi, et qui sont toujours en place. Un exemple parmi d'autres : le professeur Geiger, juge au Tribunal constitutionnel, qui fut défenseur des lois contre les juifs.

Aussi, les arrêts du tribunal Constitutionnel, comme ceux de la plupart des cours de justice, donnent-ils une interprétation à sens unique du droit.

Par exemple en 1975 le Tribunal constitutionnel confirmera les décisions d'interdiction professionnelles prononcées à l'encontre d'Anne Lehnart en raison de son appartenance au parti révisionniste DKP, mais cassera celle concernant un lieutenant de la Bundeswehr affilié au NPD néo-nazi.

Cette situation, l'utilisation par la bourgeoisie d'une argumentation juridique pour couvrir et justifier son oppression, n'est pas spécifique à la RFA. Ce qui est particulier c'est à la fois la minutie et le caractère systématique de cette utilisation, mais surtout son poids idéologique. Car il est incontestable, surtout depuis les actions terroristes et les campagnes de presse qui les ont accompagnées, que l'argument du respect de «l'ordre fondamental libéral et démocratique» (*Freiheitlich-Demokratischen Grundordnung*) rencontre un écho relativement large en RFA.

### De la presse Springer au statut «démocratique» de la télévision

Un autre exemple significatif de cette conception du Rechtsstaat concerne la télévision : un arrêt du Tribunal constitutionnel a décidé en 1961 que le gouvernement n'avait pas le droit de contrôler une chaîne de télévision parce que ce serait une atteinte à la liberté d'expression fixée dans la Constitution. Aussi au



Des blindés patrouillent dans les rues de Bonn (1977)

(4) «Répression et démocratie en RFA» brochure éditée en 1976 par le Groupe d'information sur les pays de langue allemande.

niveau de chaque Land a été mis en place un institut de radio-télévision, organisme indépendant de droit public, dont le contrôle est assuré par un conseil de surveillance. Celui-ci a une composition variable mais part toujours des mêmes principes : des représentants du parlement du Land, du gouvernement fédéral, des Eglises, des syndicats, du patronat, des agriculteurs... Autrement dit des «organisations démocratiques» comme aimerait les appeler le PCF.

La télévision allemande, si elle est jugée plus indépendante du gouvernement en place qu'en France, n'est pas ouverte aux travailleurs pour autant, et les interdictions professionnelles y ont été nombreuses aussi. Le système est conçu en fait pour garantir aux différents partis bourgeois un droit de regard sur la télévision, et s'assurer qu'un des trois n'abuse pas d'une position dominante, au gouvernement par exemple.

A côté de la télévision, s'étale la presse dont la situation n'a rien à envier à la situation française ; la presse Hersant d'après certains observateurs pourrait même passer pour progressiste en comparaison avec celle du groupe Springer. Les lois sur la liberté de presse ont abouti à la saisie de livres, mais surtout au développement de l'autocensure par les journalistes eux-mêmes.

## LA BANDE DES TROIS

Autre pilier indispensable au consensus politique, le monopole assuré à un nombre limité de partis bourgeois. En France ils sont quatre ; en RFA ils ne sont que trois, ou plutôt trois et demi : le SPD social-démocrate, la CDU-CSU, et le FDP.

### Des lois électorales sur mesure

La constitution prévoyait déjà l'interdiction de tout parti tendant à porter atteinte à l'ordre fondamental libéral et démocratique. Comme cela pouvait ne pas suffire, d'autres mesures ont été prises, dès la création de la RFA ou depuis, pour

éviter que le jeu parlementaire des partis bourgeois ne soit gêné.

1) La loi électorale tout d'abord. Il s'agit d'un système de «représentation proportionnelle personnalisée». Dans chaque circonscription il y a un député élu à la majorité relative à un tour, mais en plus de ces «votes directs», les électeurs sont appelés à voter pour l'un des partis en présence, et les «secondes voix» ainsi exprimées servent à répartir des sièges complémentaires à la proportionnelle. Mais seuls les partis ayant obtenu au moins 5 % des voix à l'échelon national ou trois «mandats directs» peuvent prétendre bénéficier de la répartition proportionnelle. Ce qui, comme nous avons pu le constater en France avec les élections européennes, permet d'éliminer tous les petits partis.

2) Les partis politiques perçoivent des subventions du gouvernement fédéral ou des Länder. Leur montant est calculé en fonction du nombre de voix obtenu lors des élections... à la condition qu'ils en aient réuni au moins 0,5%. En 1976 la CDU a ainsi perçu 154 millions de DM, la CSU 34 millions de DM, le SPD 139 millions, et le DKP 13 millions, auxquels viennent s'ajouter des subventions diverses pour les instituts de «formation» qu'ils entretiennent.

## Le parti social-démocrate SPD

Héritier du Parti socialiste ouvrier d'Allemagne, fondé à Gotha en 1875, le SPD a une longue histoire, glorieuse de défense et d'organisation de la classe ouvrière allemande (avec l'aide et la critique de Marx et Engels), et de trahisons réformistes avec Bernstein et Kautsky... et bien d'autres par la suite.

Reconstitué après la guerre, le SPD a repris une orientation clairement social-démocrate, mais il conserve alors de son passé une forte implantation dans la classe ouvrière, l'hégémonie dans les syndicats et une solide organisation.

Il va connaître un progrès électoral à peu près continu, mais toutefois insuffisant pour espérer l'emporter sur la CDU-CSU. Avec la disparition progressive des vieux dirigeants formés avant le nazisme, le SPD va accélérer sa transformation. En novembre 1959 il

adopte à Bade-Godesberg un nouveau programme fondamental expurgé de toute référence au marxisme. Les dirigeants les plus à «gauche» sont écartés, les méthodes électorales sont modernisées, et Willy Brandt est promu candidat à la Chancellerie.

Le 1<sup>er</sup> décembre 1966 il accède enfin au gouvernement dans le cadre de la «grande coalition» avec la CDU-CSU, combinaison à laquelle il est mis fin en octobre 1969 avec la «petite coalition» SPD-FDP qui dure depuis.

Sa transformation en parti de gouvernement a accéléré sa mutation. Son organisation, qui reste solide, repose de moins en moins sur le militantisme. Le groupe parlementaire, les membres du gouvernement et le chancelier en particulier, ont pris un poids déterminant dans l'appareil du parti. La proportion d'ouvriers (qui reste forte : 37%) est comparable à celle des employés. Selon Egon Bahr, secrétaire général du SPD, s'exprimant en 1977 devant le congrès du parti : *«Les gens à meilleure formation, la couche moyenne, ceux qui se considèrent eux-mêmes comme en ascension ainsi que les membres du service public, y sont surreprésentés».*

Si son programme ne présente plus guère d'originalité par rapport à ses rivaux (ce qui ne fut pas toujours le cas dans le passé, notamment sur les questions de politique étrangère), il est loin d'être unifié politiquement.

## La CDU-CSU

CDU et CSU sont deux partis totalement distincts. La CSU n'existe jusqu'à présent qu'en Bavière la CDU existant dans le reste de la RFA. Différence qui n'est pas sans animer de nombreuses querelles de clans. Il s'agit de partis conservateurs classiques, s'appuyant assez fortement sur les Eglises (aussi bien protestantes que catholiques).

## Le FDP

Par son absence d'homogénéité et de constance dans la ligne politique, ce petit parti s'apparente assez bien aux partis radicaux français. Son existence est essentiellement justifiée par la nécessité d'un

arbitre qui, par l'apport de quelques voix, permet de constituer une majorité. Il joue de ce fait un rôle hors de proportion avec son influence électorale réelle.

## Les églises et les autres forces bourgeoises organisées

### Les Eglises

En Allemagne, il n'y a jamais eu de séparation des Eglises et de l'Etat. L'appartenance à une Eglise fait l'objet d'une déclaration administrative (en 1961, 51 % appartenaient aux églises protestantes et 41,4 % à l'église catholique, 2,8 % seulement se déclarant sans appartenance) et donne lieu à perception d'un impôt spécial (8 à 10% du montant de l'impôt sur le revenu) à leur profit. Les énormes ressources mises ainsi à leur disposition leur donnent des moyens d'intervention importants, en particulier dans l'enseignement (une part, variable selon les Länder, mais notable, des écoles est confessionnelle), la santé, les crèches...

Fortement structurées (elles se réunissent annuellement en congrès : *Katholikentag* pour les catholiques, *kirchentag* pour les pro-

testants), contrôlant un grand nombre d'organisations, elles interviennent activement dans la vie politique. Elles soutiennent traditionnellement la CDU-CSU, en particulier l'Eglise Catholique qui est très conservatrice.

### Les organisations de jeunesse

Elles regroupent traditionnellement près d'un quart des jeunes. Elles sont organisées selon les confessions (catholique, protestant), les partis politiques (SPD avec les *Falken* et les *Jusos*, CDU), mais leur activité, largement subventionnée est coordonnée nationalement. Elles sont présentes dans de nombreuses instances de gestion.

## LA MONTEE DES DIFFICULTES POUR LA BOURGEOISIE

Depuis 30 ans la bourgeoisie allemande prétend insérer la totalité de la vie politique dans le cadre bien structuré, organisé, de l'ordre fondamental, libéral et démocrati-

que», dont elle contrôle si bien les mécanismes. Mais ceux-ci, à l'usage, commencent à s'affaiblir.

## L'usure du système : le Parteiverdrossenheit

Plusieurs facteurs y concourent :

1) jusqu'en 1966 le SPD jouait le rôle indispensable pour assurer l'équilibre de la vie politique, d'«opposition officielle de gauche». Certes son programme n'avait rien de remarquable, comme on peut le constater après 10 ans d'exercice du pouvoir, mais son passé et ses rivaux lui donnaient les apparences du progressisme, et son style, bien incarné par Willy Brandt, était novateur et moderniste. Il pouvait trancher sur l'immobilisme de la CDU-CSU dont le slogan électorale était «*Kein experiment!*» (pas d'expérience!).

Or les réalisations sont minces. Elles ont certes été freinées par le FDP qui monnaye cher son soutien parlementaire, mais il est de plus en plus évident que le SPD de Schmidt ne se distingue guère de la CDU. Un exemple : pendant la législature 72-76, 482 lois sur 515 ont été adoptées par l'ensemble des groupes parlementaires.

2) L'existence d'innombrables structures, depuis les communes et les Länder (qui disposent de pouvoirs importants), jusqu'au Parlement, en passant par la télévision et les Eglises (5)... dans lesquelles les 3 partis, et surtout les deux grands, disposent de manière quasi-automatique de par leur mode de fonctionnement, d'un partage des postes de responsabilité, renforce la domination écrasante de ceux qui apparaissent de plus en plus comme n'étant que des professionnels de la politique, coupés du reste des citoyens. Le monopole des 3 s'est encore renforcé depuis l'arrivée du SPD au gouvernement, car la bataille pour le partage des postes a pris une nouvelle ampleur.

3) Alors que la propagande bourgeoise prône à tout propos le respect du droit, il ne se passe guère de mois sans qu'un scandale

Tableau 6 : Répartition des voix aux élections

	élections au Bundestag 1976	élections européennes 1979
SPD	42,6 %	40,8 %
CDU	} 48,6 %	39,1 %
CSU		10,6 %
FDP	7,9 %	6,0 %
DKP	0,4 %	0,4 %
NPD	0,3 %	---
Ecologistes	} 0,2 %	2,6 %
Divers		0,5 %
	100,0 %	100,0 %

(5) Par exemple le *Kirchentag* protestant est dirigé collectivement par un membre du SPD, un membre de la CDU, plus un «indépendant».

ne vienne contraindre à la démission un responsable important de l'un ou l'autre camp. Les motifs en sont divers : un passé nazi vraiment trop compromettant (cas de Hans Filbinger, en 1978, candidat de la CDU à la Chancellerie), des trafics financiers (cas de Rudi Arndt, maire de Francfort, de Georg Leber, ministre de la Défense, d'Albert Oswald, ministre-président de Hesse,...), ou encore une des innombrables affaires d'espionnage qui sont périodiquement révélées (le cas le plus célèbre étant celui de Willy Brandt contraint à démissionner de son poste de chancelier en 1974).

Les partis bourgeois et les clans qui s'y affrontent y voyant une bonne occasion de marquer des points sur leurs adversaires, ces scandales reçoivent toujours le maximum de publicité, et nourrissent des campagnes de ragots, de calomnies...

Cela conduit progressivement à une désaffection, voire à un dégoût (qui a reçu un nom : le *Parteienverdrossenheit*) à l'égard du système fait sur mesure pour maintenir le pouvoir d'une clique de politiciens. Ce phénomène, qui n'est pas propre à la RFA (il semble se manifester de plus en plus dans les autres pays européens), y présente plus de dangers pour la bourgeoisie allemande dans la mesure où le respect du cadre institutionnel y a été érigé en valeur idéologique majeure.

## Des partis divisés

Les trois partis qui se partagent la totalité des sièges au Bundestag (Assemblée nationale), sont en équilibre précaire (cf tableau 6).

Equilibre précaire qui autorise aussi toutes les combinaisons auxquelles le FDP se prête avec délice. Ainsi dans plusieurs Länder ce sont des coalitions CDU-FDP qui sont au pouvoir.

Les élections européennes, qui ont marqué un recul du SPD, inquiètent grandement ses dirigeants à l'approche des prochaines élections générales prévues en 1980. Cette incertitude ravive les divisions internes aux deux grands partis.

## LES DIVISIONS DU SPD ET LA «NOUVELLE GAUCHE»

La direction du SPD doit faire face depuis longtemps à une opposition de «gauche» non négligeable. Surtout présente au début parmi les vieux militants de l'appareil du parti, elle s'est par la suite développée en particulier à partir des organisations de jeunesse du parti.

En 1960 l'organisation des étudiants du SPD, le SDS rompt tout lien avec le SPD. Elle servira de base en 1967-1968 pour la constitution de l'APO (l'opposition extraparlamentaire : *ausserparlamentarische opposition*). Une nouvelle organisation étudiante, le SHB, reconstituée par le SPD, prit à son tour ses distances en 1969.

Mais c'est surtout dans les rangs des Jusos (l'organisation de jeunesse du SPD) que la «nouvelle gauche» (*Neue Linke*) s'est développée, et en 1969 elle en prend le contrôle. Sa tactique était claire et explicite : la double stratégie. Elle consiste à mener des actions sur le terrain en acceptant l'unité d'action avec toutes les autres organisations, notamment sur les problèmes de conditions de vie (logement, environnement...) et des libertés (contre les interdictions professionnelles), et simultanément à prendre le contrôle de l'appareil du parti à partir de la base. Elle y a réussi dans une mesure non négligeable, elle dirige quelques fédérations régionales et est influente auprès de certains députés au Bundestag.

Si son action à la base est positive, en ce qu'elle contribue à renforcer les luttes contre l'oppression, les positions politiques de la «nouvelle gauche» sont beaucoup plus floues. L'influence révisionniste n'y est pas négligeable ; ainsi en mars 73 des membres influents de l'un des courants de la nouvelle gauche, le courant dit Stamokap d'opposition au capitalisme monopoliste d'Etat, ont rejoint le parti révisionniste DKP. Et un autre des dirigeants de la nouvelle gauche définissait ainsi son action en 1971 :

*«L'espoir irréaliste dans la Révolution empêche beaucoup d'antirévissionnistes (remarque : pour la nouvelle gauche il s'agit de ceux qui*

sont opposés au réformisme du SPD) de reconnaître le danger réel de réaction politique qui serait lié à un échec du présent gouvernement fédéral. Face à ce danger, s'impose pour les jeunes socialistes et pour toute la gauche SPD la tâche de réunir le potentiel socialiste tout entier... en une force politique qui empêche le retour de la CDU-CSU au pouvoir, et qui soit en outre en mesure de développer et d'imposer une stratégie socialiste à long terme susceptible de vaincre progressivement le capitalisme».

(Norbert Gansel — «Venir à bout du capitalisme, ou ce que veut les jeunes socialistes» *Aktuelle* N° 1499 — 1971).

La «nouvelle gauche» est en mesure de causer des difficultés sérieuses à la direction du SPD sur des thèmes tels que le nucléaire. Jusqu'à présent H. Schmidt et la direction du SPD se sont principalement appuyés dans le parti sur les syndicalistes du DGB. Mais si cet appui venait à manquer, une crise sérieuse pourrait survenir dans le SPD.

## LES DEUX FRÈRES ENNEMIS : CDU ET CSU

Depuis 1976 une crise plus ou moins larvée perturbe les relations entre les deux partis. Les raisons tiennent à :

— Des rivalités de personnes : F.J. Strauss, dirigeant incontesté de la CSU depuis 1961 a posé sa candidature à la Chancellerie en cas de victoire de la CDU-CSU en 1980. Plus généralement il revendique une place plus importante pour la CSU dans la répartition des postes offerts aux partis.

— Des divergences sur la manière d'aborder les prochaines élections. Faut-il chercher à attirer la frange d'électeurs «centristes» en se montrant ouverts et conciliants, ou faut-il durcir le ton, comme le souhaite Strauss, et comme cela a été fait lors des élections européennes (avec le slogan «Socialisme ou liberté») ?

Le fait est que les dissensions sont plus vives que jamais, Strauss menaçant de constituer la CSU en parti au niveau national.

## La montée des oppositions aux partis bourgeois

### LE MOUVEMENT COMMUNISTE

● **Le parti communiste allemand (KPD)** représentait une force importante avant la prise du pouvoir par les nazis. Solidement implanté dans la classe ouvrière, il avait connu une progression continue depuis sa création, le 29 décembre 1918, en opposition au SPD. Mais le nazisme lui a porté des coups extrêmement durs : tous les militants sont pourchassés, liquidés physiquement ou contraints à l'exil dès 1933. Ce n'est pas seulement la propagande communiste qui est rendue pratiquement impossible, mais même la connaissance livresque du marxisme.

A la fin de la guerre le KPD se reconstitue difficilement à l'Ouest : les cadres ont été décimés, et un grand nombre d'entre eux restent en zone soviétique, les alliés occidentaux freinent la reconstitution des partis politiques allemands, et plus encore celle du parti communiste, tandis qu'en zone soviétique, le KPD fusionne, dès décembre 1945 avec le SPD pour constituer le Parti socialiste unifié (SED). Le KPD recueille pourtant encore deux millions de voix (10%) aux élections provinciales de 1946-1947 dans l'ensemble des zones occidentales.

L'atmosphère de guerre froide, la propagande anti-communiste systématique, assimilant les communistes à «l'ennemi soviétique», la répression (la chasse aux sorcières a commencé en 1951, dans la Fonction publique et les syndicats) vont considérablement gêner le parti communiste, dont les résultats électoraux déclinent, pour n'atteindre que 2,2 % avant son interdiction le 17 août 1956. La propagande anti-communiste fut d'autant plus efficace qu'elle prenait le relais d'une longue période de nazisme, alors que les communistes n'avaient guère pu se manifester, et que le KPD lui-même restait étroitement lié au SED, parti au pouvoir en RDA. Ce dernier fait contribuait à accrédi-ter son image de «parti de l'étranger» et ne fut pas non plus sans conséquence sur sa ligne politique.

● **L'anti-communisme** a perdu son acuité depuis quelques années,

mais ses racines restent profondes y compris dans la classe ouvrière. Surtout, faute de l'existence d'un parti communiste largement implanté, la théorie et la pratique communistes sont méconnues. Ce qui facilite évidemment tous les amalgames auxquels se livre la bourgeoisie.

● **Les organisations marxistes-léninistes.** Après 1967, et principalement à partir des universités, des cercles marxistes-léninistes se sont créés, contribuant à faire connaître le marxisme-léninisme, menant des actions dans le milieu étudiant, mais recherchant aussi la liaison avec la classe ouvrière. Plusieurs organisations marxistes-léninistes se sont ainsi constituées.

Le KPD-ml créé en 1967, fut le premier parti se réclamant ouvertement du marxisme-léninisme. Il eut une influence certaine dans la jeunesse, mais aussi auprès d'anciens militants ouvriers du KPD. Mais son sectarisme, son opportunisme, l'ont conduit sur la voie de la dégénérescence et son influence est aujourd'hui limitée.

Deux autres organisations furent ensuite constituées : le parti communiste d'Allemagne (KPD) en 1971, et la ligue communiste d'Allemagne de l'Ouest (KBW) en 1973.

### LE PARTI REVISIONNISTE DKP

*En 1968 fut constitué le parti révisionniste DKP qui, dans une large mesure, récupéra l'audience du KPD. Le soin qu'il prit à respecter l'ordre fondamental libéral et démocratique, lui évita l'interdiction, mais n'empêcha pas ses militants d'être souvent visés par les interdictions professionnelles (alors que par ailleurs il percevait des subventions pour les élections...). Sa politique est étroitement subordonnée à celle de l'URSS et de ses satellites, et il apparaît comme une émanation du SED. Son influence, qui n'est pas négligeable dans certains syndicats, reste limitée, et il compte 30 000 adhérents environ. Il n'a jamais constitué un pôle de regroupement ou même d'impulsion à l'opposition à la social-démocratie et à la CDU-CSU.*

### UN MOUVEMENT DE MASSE TRES DIVERSIFIE

● **Le mouvement universitaire de 1967-1969.**

Le système d'oppression est particulièrement pesant dans le domaine idéologique, où la conformité avec les valeurs du «modèle allemand», quasi-obligatoire, étouffe toute contestation, et même toute tentative d'évolution. Aussi n'est-il pas étonnant que la jeunesse universitaire, qui y était naturellement plus sensible, fut à l'origine d'un mouvement de révolte de grande ampleur, à bien des égards comparable au «mai étudiant» de 1968 en France, et qui joua un rôle politique important.

Au début des années 1960, les universités allemandes étaient encore imprégnées du modèle prussien, et le corps professoral, imbu de ses prérogatives, comprenait une forte proportion d'anciens nazis. L'agitation commença à se développer assez tôt, à la fois sur des thèmes propres à l'université (et les assistants y jouèrent un rôle non négligeable), et sur des thèmes plus politiques, anti-impérialistes notamment sous l'impulsion des éléments les plus radicalisés. Ceux-ci constituèrent, en 1964 l'«opposition extraparlamentaire» (l'APO), montrant ainsi leur rupture avec les partis bourgeois. Pendant toute cette période, l'animation et la direction politique du mouvement fut assurée par le SDS, ancienne organisation des étudiants du SPD, qui avait rompu tout lien avec lui en 1960. Le 2 juin 1967, au cours d'une manifestation contre le Shah d'Iran, un étudiant est tué par la police. Les actions s'intensifient et se durcissent. La répression, encouragée par une campagne de presse haineuse du groupe Springer, est de plus en plus brutale. Le 11 avril 1968, Rudi Dutschke, dirigeant du SDS est abattu. Les luttes continuèrent pendant l'année 1969, mais isolé, le mouvement étudiant va refluer et se replier sur les universités, et se diversifier suivant les situations qui y existaient (une réforme de l'enseignement supérieur, accordant une large autonomie aux universités, est alors engagée). Le SDS lui-même se dissoudra en 1970.

Le mouvement étudiant de 1967-1970 a joué un grand rôle :  
— il servit de révélateur des tensions existant dans la société alle-

mande, et qui avaient été masquées jusque là. La répression, les campagnes de propagande haineuse, l'hostilité de tout l'appareil des partis bourgeois et des syndicats, vont mettre à jour la nature, et les limites de la démocratie bourgeoise.

— Il servit aussi de creuset dans lequel nombre de militants se sont formés, pratiquement et théoriquement. Ceux-ci essaieront vers des horizons politiques divers, et seront souvent à l'initiative des actions qui se développent à partir des années 1970.

Mais, même si des grèves sauvages importantes se déclenchent en septembre 1969 dans la métallurgie, pour l'essentiel la classe ouvrière est restée en dehors de ce mouvement, qui n'eut qu'un écho positif très limité en dehors des couches d'étudiants, d'enseignants, de jeunes scolarisés. Les directions syndicales se sont employées à restaurer leur autorité, et à éviter toute contagion. En février 1968, le DGB n'hésitera pas à organiser une manifestation contre les «extrémistes».

Ceci n'empêcha pas le développement, à partir des années 1967, d'actions ou de mouvements de masse très diversifiées.

#### ● Le problème du terrorisme

Une fraction très limitée du mouvement étudiant se constituera en groupes autonomes, prônant, à partir d'analyses de type «guevaristes» la lutte armée en RFA, prolongation des luttes de libération nationale du Tiers Monde. Le plus important

d'entre-eux fut la «Fraction armée rouge» (RAF) d'A. Baader et U. Meinhof (cf. encadré *Quelques-unes de leurs thèses*). Il mena, d'avril 1968 à septembre 1973 des attaques contre des objectifs militaires américains, des banques, et, plus récemment, contre les fonctionnaires ou des patrons de la RFA. Recrutant dans la petite-bourgeoisie radicalisée, leur base de masse est

très étroite, et leurs initiatives ne rencontrèrent aucun écho populaire.

Par contre elles facilitèrent le renforcement considérable des moyens de répression.

#### ● La lutte contre la répression

Avec le «décret contre les extrémistes» en 1972, et les tortures infligées aux prisonniers politiques, un mouvement de protestation con-

### QUELQUES ELEMENTS SUR LES POSITIONS DEFENDUES PAR LA RAF

(Tiré de «Textes des prisonniers de la Fraction armée rouge» et dernières lettres d'Ulrike Meinhof, Maspéro 1977).

«Le mouvement de résistance en RFA est convaincu que se prépare après la 1<sup>re</sup> et la 2<sup>e</sup> guerre mondiale une 3<sup>e</sup> catastrophe : elle sortira de la RFA dans des conditions exactement semblables, mais avec des conséquences incomparablement plus terrifiantes pour les nations européennes. C'est pourquoi toute la stratégie de la lutte armée en RFA vise à isoler politiquement cet état vassal qui sert uniquement de rouage à la pénétration américaine en Europe».

«La deuxième ligne de démarcation dans les métropoles... est déterminée par la dialectique des répercussions sur les métropoles des guerres de libération à la périphérie du système... Et il s'agit de la transformer en un front, en une confron-

tation politico-militaire, processus qui définit la lutte des classes dans les métropoles comme une partie de la guerre de libération dans le Tiers Monde, en anticipant sur ce qu'est la politique prolétarienne aujourd'hui : une guerre de libération».

«La forme d'organisation de l'internationalisme prolétarien dans les centres du capital sera la guérilla dans les métropoles».

«A l'intérieur de l'Europe de l'Ouest, l'ennemi principal ce sont les USA et la social-démocratie de la RFA».

«Il y a bien deux lignes. Celles qui dominent aujourd'hui les trois modèles de développement :

- le modèle chinois qui neutralise les États indépendants dans le Front Nord-Sud et est ainsi un agent efficace de la politique impérialiste ;
- le modèle soviétique qui soutient la lutte anti-impérialiste ;
- le modèle social-démocrate qui organise la contre-révolution».



Lors de l'enlèvement de M. Schleyer en 1977 ainsi qu'à d'autres reprises, la population fut appelée à la délation. Ici dans un aéroport la liste des «terroristes» recherchés. Les étiquettes blanches barrées correspondent à des «terroristes» tués par la police.

tre la répression s'est développé largement. Des comités de base se sont constitués, surtout dans les universités (les enseignants ont été les premières victimes des interdictions professionnelles). Des initiatives diverses ont été prises en 1974-1976 notamment. Mais les directions syndicales ont approuvé les mesures répressives, et les ont même appliquées dans les syndicats, en multipliant les exclusions, en décrétant par exemple l'incompatibilité entre l'adhésion à un syndicat et à une organisation marxiste-léniniste. Cela a freiné l'extension de la riposte. Et de fait, le mouvement dont les militants ont eux-mêmes été victimes de pressions ou de sanctions multiples, a perdu de son ampleur depuis deux ou trois ans bien que la répression, tout en devenant moins voyante et plus sélective, n'ait pas diminué.



Manifestation contre les interdictions professionnelles en RFA.

#### ● Le mouvement des femmes

Le mouvement des femmes s'est développé avec une ampleur certaine en RFA, autour de journaux notamment, dont les mensuels *Emma* et *Courage* sont les plus diffusés.

La base sociale est principalement petite bourgeoise (les groupes d'entreprise sont pratiquement inexistant) et les idées réactionnaires (sur le salaire d'appoint, le travail des femmes...) sont encore fortement présentes dans la classe ouvrière. De ce fait le courant «sexiste» (dont *Emma* est un porte-parole) est prépondérant et, si le mouvement des femmes se démarque des partis bourgeois, c'est plus par refus des organisations politiques que par une analyse politique claire.

#### ● Le mouvement écologiste

Il s'est fortement développé ces dernières années surtout à partir des campagnes anti-nucléaires. Des actions assez dures (occupation de chantiers, affrontements avec la police...) ont été menées à plusieurs reprises. Il a rencontré un écho dans la jeunesse, mais aussi chez les paysans et parmi la population directement concernée par les implantations nucléaires. Les scores électoraux remportés par les listes écologistes témoignent de leur influence de masse, et cela a conduit les partis bourgeois à tenter de récupérer le mouvement. Ils s'y sont employés en suscitant la création de leurs propres «organisations vertes»

(en particulier la CDU avec le Grüsse aktion Zukumpf du député Gruhl). Ceci ne se fait pas sans contradictions, à l'intérieur des partis bourgeois eux-mêmes (dans le SPD notamment où Schmidt est aux prises avec de sérieuses difficultés), mais aussi dans le mouvement écologiste qui est ainsi obligé de mener un débat de clarification politique.

#### ● Le mouvement des «Bürger Initiativen»

Il a commencé au début des années 1970. Il ne s'agit pas d'un mouvement structuré, mais de la multiplication de comités de base (les Bürger Initiativen, littéralement «initiatives des citoyens») regroupant localement des personnes en lutte sur les sujets les plus divers : école, logement, environnement, ... Par exemple dans la Ruhr des comités ont mené une lutte de longue haleine contre la destruction des corons. Leur recrutement est varié, mais souvent populaire.

Le SPD, qui, dans un premier temps, appuyait certains comités, s'est depuis opposé à eux à de nombreuses reprises, en particulier dans les communes.

#### ● Le mouvement de la jeunesse

Le mouvement étudiant paraît en net recul depuis quelques années, du fait du chômage, de la sélection sévère à l'entrée à l'université et de la répression. Les actions anti-impérialistes, qui en constituaient l'axe d'intervention principal, se sont

aussi ralenties avec les divergences d'appréciation et les incertitudes sur la situation internationale.

Aussi, ce sont les jeunes des milieux populaires qui, aujourd'hui, sont à la pointe des luttes de la jeunesse. Victimes du chômage, de la réduction sensible du nombre de places d'apprenti, de la mise en œuvre de mesures analogues au «Pacte pour l'emploi» de Barre, ils sont aussi soumis à une surveillance et à une répression policière particulière. Les centres de jeunes, immeubles ou édifices publics qui avaient été occupés pour y constituer des foyers gérés collectivement sont fermés autoritairement, après avoir été plus ou moins tolérés. La résistance s'organise de manière très dispersée, dans des groupes locaux sans base politique précise et avec des initiatives diverses.

#### ● L'«Alternative»

Du fait de la répression, des difficultés à mener la lutte politique, tout un courant, principalement dans la jeunesse et la petite bourgeoisie, s'organise en marge de la société bourgeoise, en créant des commerces parallèles, des communautés de travail ou d'habitation... C'est l'«Alternative».

Attitude, état d'esprit plus que mouvement organisé ou structuré, l'alternative a récupéré une part de la révolte étudiante des années 67-70 et de ceux qui ont, à divers moments, participé aux actions d'opposition menées depuis.

Ce courant comporte des aspects progressistes, en ce qu'il est fondé sur le rejet de la société bourgeoise et de ses aspects les plus oppresseurs, et qu'il est porteur d'aspirations à d'autres rapports sociaux. Mais ces aspirations sont très floues et correspondent pour une part à un repli individualiste dans une «contre-société» que l'on essaie de reconstruire à côté de la société bourgeoise, sans chercher à la combattre vraiment.

Lutte contre la répression, mouvement des femmes, «Bürger Initiativen»,... répondent à des problèmes précis, auxquels est confronté le peuple allemand. Mais ils sont aussi les différentes facettes d'un mouvement plus profond d'opposition au modèle idéologique, et au système social de la RFA. Un système qui ne tolère pas les aspirations sortant des crédos bourgeois les plus étroits. Un système qui ne

laisse guère la possibilité d'une expression publique, organisée, des contradictions et des tensions sociales, et auxquelles les mouvements de masse fournissent aussi, de ce point de vue, un substitut.

Certes, ces mouvements sont hétérogènes, idéologiquement et politiquement et souvent le poids de la petite bourgeoisie s'y fait sentir. La rupture avec le réformisme n'y est que partielle. Mais des aspirations justes s'y manifestent pourtant à des degrés divers, signe d'une crise plus profonde du modèle idéologique dominant.

Un des obstacles les plus importants à l'approfondissement de cette crise est sans doute l'écho encore très limité de ces aspirations dans la classe ouvrière, et la faiblesse des liens entre ces mouvements de masse et la classe ouvrière. Les syndicats, étroitement contrôlés par la social-démocratie, jouent de ce point de vue un rôle très négatif d'écran, incitant les travailleurs à la méfiance, voire à l'hostilité envers les initiatives nouvelles.



Plus que d'autres, la situation actuelle de l'impérialisme ouest-allemand est marquée par son histoire.

De l'impérialisme allemand qui s'est constitué à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Lénine disait qu'il était «l'impérialisme des bourgeois et des Junkers». Dans le Reich, la classe des propriétaires fonciers, les Junkers, imprégnés de traditions militaristes, avait un poids politique déterminant. C'est la combinaison de leurs ambitions expansionnistes avec la volonté de la bourgeoisie de prendre place dans un monde déjà partagé qui allait donner à l'impérialisme allemand ses caractéristiques agressives.

Face à cette double oppression, la classe ouvrière put, avec beaucoup de difficultés, s'organiser en une force considérable sous la direction du parti socialiste. Mais la dégénérescence réformiste de ce parti allait peser très lourd pour empêcher la mobilisation de la classe ouvrière.

La Révolution allemande de 1918 mit fin à la monarchie semi-féodale,

mais son écrasement par la bourgeoisie, aidée par la social-démocratie, limita singulièrement les transformations de la société allemande.

Dès sa naissance la République de Weimar fut en butte à l'opposition violente de la bourgeoisie et de ce qui restait de la classe des Junkers. La première tentative de putsch date de 1920, 1 an seulement après la proclamation de la République ! Les crises économiques, en 1923 puis à partir de 1930 aggravèrent l'instabilité politique. Face à la montée des luttes ouvrières et du parti communiste, la bourgeoisie favorisa la montée du nazisme.

Celle-ci, comme l'indiquait Staline, «il faut la considérer aussi comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que la bourgeoisie n'est plus en mesure d'exercer le pouvoir par les vieilles méthodes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir dans sa politique intérieure aux méthodes terroristes de gouvernement, comme un signe attestant qu'elle n'a plus la force de trouver une issue à



Manifestation contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Brokdorf.

*la situation actuelle sur la base d'une politique extérieure de paix, ce qui l'oblige à recourir à une politique extérieure de guerre».* (Rapport au XVII<sup>e</sup> Congrès du PC (b) de l'URSS).

Pendant 12 ans ce fut «une dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier» (G. Dimitrov rapport au VII<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale communiste). La liquidation du parti communiste, l'endoctrinement de la jeunesse, l'éradication de tout ce qui pouvait évoquer jusqu'à l'idée du communisme ont profondément affecté le peuple allemand.

La 2<sup>e</sup> guerre mondiale a introduit une rupture nette dans l'histoire de l'impérialisme allemand. Pour la 2<sup>e</sup> fois il est vaincu, mais cette fois il ne s'agit plus d'une «simple» défaite militaire sur des champs de bataille extérieurs, imputable à la «trahison des révolutionnaires», mais d'une défaite totale et indiscutable qui met pour longtemps un terme à ses ambitions. La bourgeoisie laisse une nation territorialement coupée en deux, un peuple exsangue et qui devra encore endurer de dures privations pour reconstruire le pays. L'ampleur des atrocités dont elle s'est rendue complice la discrédite totalement tant sur la scène internationale, ce qui justifie la mise en tutelle du pays, que sur le plan intérieur, même si un bilan clair de ses responsabilités dans l'arrivée du nazisme n'est pas tiré, du moins à l'ouest.

Aussi c'est d'abord pour faire face à cet échec historique, et tenter de faire accepter le maintien de sa domination, que la bourgeoisie allemande développa un ensemble de principes économiques et politiques, de valeurs idéologiques : le «modèle allemand». Modèle défensif qui, presque en tous points prétend rompre avec les apparences du passé : avec l'arbitraire, l'exploitation sans limite, les privations, le dirigisme économique, le militarisme et l'aventure expansionniste... mais qui, dans le même temps, apparaît comme singulièrement limité, borné à l'horizon étroit des marchands qui l'ont conçu : la stabilité s'assimile à l'immobilisme, la sécurité intérieure impose le rejet brutal de tout ce qui n'est pas conforme aux normes sociales, la sécurité extérieure n'est acquise qu'au prix de la limitation de l'autonomie nationale.

De telles contraintes étaient sans doute plus facilement acceptées par un peuple traumatisé par 12 ans de nazisme et 6 ans de guerre. D'autant plus que les solutions préconisées rencontraient quelques succès dans le domaine économique, et dans l'instauration d'une vie politique plus conforme aux canons du parlementarisme bourgeois qui sont de règle en Europe Occidentale.

Mais la situation a considérablement évolué depuis 30 ans.

La crise économique persistante, malgré les succès remportés jusqu'à présent, non seulement ne permet plus une relative amélioration du sort des travailleurs allemands, mais risque au contraire de les aggraver. Les antagonismes de classes deviennent plus nets. La sécurité extérieure ne peut plus être laissée à la garde des USA. Le système politique montre des signes d'essoufflement. Le modèle allemand s'use et perd sa capacité à fonder une relative adhésion du peuple allemand.

Des divisions apparaissent au sein de la bourgeoisie quant aux solutions à apporter. Une partie de la social-démocratie envisage une réorientation des relations extérieures en faveur d'une soumission plus grande au social-impérialisme, et pousse, sur le plan intérieur à un approfondissement des réformes susceptibles de réduire les tensions sociales. Mais pour l'essentiel la bourgeoisie s'accroche encore à un modèle qui par nature, rejette toute forme d'évolution et renforce la sclérose du système social.

Aussi c'est d'abord dans le domaine idéologique que se sont manifestées le plus ouvertement les contradictions de classes. Et c'est la petite bourgeoisie intellectuelle qui en a été le révélateur. Les luttes étudiantes de 1968-1969, l'agitation persistante dans les universités, la radicalisation de toute une frange de la jeunesse, la réappropriation de la théorie révolutionnaire du prolétariat, sont autant d'expressions de cette crise du système idéologique dominant. Il s'agit là de facteurs positifs, que sont venues renforcer les luttes pour les libertés démocratiques ou sur le cadre de vie. Ils correspondent pour une part au développement d'aspirations révolutionnaires visant les rapports sociaux dans leur ensemble.

Mais ce développement est resté limité et a pris des formes confuses

faut, pour une large part, d'un développement simultané des aspirations révolutionnaires dans la classe ouvrière.

En effet si la classe ouvrière allemande affirme une combativité croissante, et remet en cause plus largement la collaboration de classes, elle reste encore largement dominée par le réformisme. Celui-ci continue à avoir une certaine crédibilité parce qu'il s'est montré jusqu'à présent relativement efficace pour avancer dans la solution de problèmes immédiats. Alors que dans d'autres domaines la réaction se manifeste ouvertement, les syndicats peuvent encore faire miroiter l'espoir de réformes concrètes, certes de plus en plus limitées, mais dont l'impact n'est pas nul. Les atouts de la classe ouvrière allemande : son haut niveau d'organisation, son unité, les droits reconnus aux syndicats, renforcent eux-mêmes cette illusion qu'il est toujours possible de s'en sortir dans le système capitaliste, même si cela prend du temps. De ce fait le prolétariat allemand n'a guère l'expérience de luttes d'avant-garde qui rompent clairement avec le réformisme.

D'où l'importance pour les révolutionnaires allemands à la fois de contribuer à renforcer le pôle d'opposition au réformisme et au révisionnisme dans la classe ouvrière et dans les syndicats, et de combattre la coupure qui subsiste entre la grande majorité de la classe ouvrière et les éléments du peuple les plus avancés et les plus déterminés politiquement.

Est-il possible de parler de «crise politique» en ce qui concerne la RFA, transposant ainsi les analyses de notre parti sur la France ? Il semble que non.

Certes l'évolution de la crise internationale contraint l'impérialisme allemand à réexaminer les bases de ses rapports aux deux superpuissances, et ravive les problèmes issus de la Deuxième Guerre Mondiale. Les succès économiques risquent à l'avenir d'être moins assurés, et de nécessiter une pression accrue sur la classe ouvrière allemande. Le système politique et le système de valeurs idéologiques qui légitiment la domination de la bourgeoisie sont de plus en plus discrédités. Mais la capacité du réformisme à bloquer le développement des aspirations révolutionnaires



*Un passé difficile à faire oublier... En 1978 à Cologne 20 000 personnes, venant de RFA et de 20 autres pays manifestent contre la renaissance des activités nazis.*

dans la classe ouvrière reste suffisamment forte aujourd'hui pour que les contradictions auxquelles est confronté l'impérialisme allemand ne se traduisent pas par un aigüissement, conscient et explicite, de la contradiction bourgeoisie-prolétariat.

Mais cela ne permet pas pour autant d'affirmer que l'impérialisme allemand, qui se serait renforcé du fait de la crise, aurait les moyens aujourd'hui d'imposer sa domination complète en Europe de l'Ouest, allié ou non à l'impérialisme américain, et encore moins qu'une telle ambition puisse prendre une forme agressive à l'instar de ses manifestations passées. Certes l'impérialisme allemand, comme tout impérialisme, est engagé dans une confrontation permanente avec ses rivaux, confrontation dans laquelle il utilise tous ses atouts. Mais il présente également un certain nombre de faiblesses, et ses ambitions rencontrent des obstacles :

- La prospérité économique de l'impérialisme allemand est directement conditionnée par le maintien de la liberté des échanges commerciaux et de la circulation des capitaux. Il n'a pas acquis une puissance telle qu'il puisse s'en passer (comme les USA par exemple), ou les imposer. Le statu-quo

reste la situation la plus favorable pour lui, et celui-ci doit être négocié avec des partenaires, en premier lieu dans le Marché commun, dont il doit tenir compte.

- Alors que son «modèle» s'avère moins crédible intérieurement, et que pèse encore sur elle le poids de ses aventures passées, la bourgeoisie allemande ne peut se montrer trop arrogante sans susciter des réactions vives chez ses rivales.

Si Giscard s'aligne sur les méthodes policières de la RFA, ce n'est pas sur injonction de Schmidt, mais bien parce qu'en matière d'oppression, la bourgeoisie française comme les autres n'hésite pas

à aller chercher à l'étranger les idées qui lui sont utiles.

- Enfin l'impérialisme allemand est particulièrement sujet aux pressions contradictoires des 2 super-puissances. Sa vulnérabilité sur le plan de la sécurité, les accords multiples qu'il a passés, limitent considérablement sa marge de manœuvre et, en tout état de cause, lui interdisent de s'imposer seul en Europe.

La RFA est ainsi entrée dans une phase d'incertitude, où certains des fondements de la politique de la bourgeoisie depuis la guerre sont remis en question. Mais son issue n'est aujourd'hui pas tranchée. ■

#### INTERVIEW D'UN RESPONSABLE DE LA LIGUE COMMUNISTE DE L'ALLEMAGNE DE L'OUEST (KBW)

**Quelles sont les origines du mouvement marxiste-léniniste en RFA ?**

L'ancien Parti Communiste d'Allemagne, le KPD, avait été interdit et démantelé par la bourgeoisie dans les années 50. La dégénérescence révisionniste de ce parti a facilité la répression, et mené à l'élimination presque complète de l'influence du marxisme-léninisme.

Le mouvement marxiste-léniniste actuel est né dans les luttes par

lesquelles la classe ouvrière d'une part, une grande partie de la jeunesse, surtout scolaire, d'autre part, répondirent au renforcement de l'exploitation et de l'oppression après la crise de 1966-67.

La classe ouvrière combattit dans une série de grandes grèves victorieuses, notamment dans les grèves «sauvages» de septembre 1969, les tentatives des capitalistes d'abaisser de manière décisive le niveau des salaires. De son côté le mouvement démocratique, auquel de nombreux

ouvriers participèrent, réagissant à la même politique réactionnaire de la bourgeoisie, se battait pour les droits démocratiques les plus larges, et développait une action puissante, notamment en soutien aux peuples du Tiers Monde en lutte. Il employait souvent des moyens révolutionnaires dans ses luttes. Mais le mouvement ouvrier dans son ensemble restait sous la domination politique du réformisme et de la social-démocratie. De ce fait il ne put prendre la direction du mouvement démocratique, qui resta entre les mains d'étudiants et d'intellectuels. Ce mouvement fut ainsi limité dans sa critique du capitalisme et de l'oppression bourgeoise.

C'était une minorité, l'extrême-gauche de ce mouvement démocratique qui prit conscience de la nécessité de s'unir au mouvement ouvrier, de combattre la domination social-démocrate sur le mouvement ouvrier, et de placer le mouvement démocratique sous la direction de la classe ouvrière afin de préparer la révolution.

A la fin des années 60 et au début des années 70 on assista ainsi à la création de plusieurs organisations se réclamant du marxisme-léninisme.

Pour sa part le KBW fut fondé en 1973 par la fusion de plusieurs organisations communistes locales, et après un long débat approfondi sur le programme. Le programme adopté lors de notre Congrès de fondation reste valable aujourd'hui. Une partie des organisations locales était issue du mouvement d'étudiants, d'autres étaient des organisations de jeunes ouvriers. Toutes avaient à l'époque commencé à implanter le marxisme-léninisme dans la classe ouvrière.

### **Quels sont aujourd'hui les rapports entre le mouvement ouvrier et le mouvement démocratique ?**

Le mouvement ouvrier et le mouvement démocratique, représenté notamment par le mouvement étudiant, sont en unité contradictoire. Et cette question est au centre des débats actuellement menés par le mouvement marxiste-léniniste en RFA.

D'une manière générale on peut dire que le mouvement démocratique tel qu'il est apparu à un certain moment subit depuis quelques années une crise grave, tandis que les

luttes de la classe ouvrière se développent et que la classe ouvrière prend de plus en plus en charge ses tâches dans la lutte démocratique, sans pour autant avoir brisé la prédominance social-démocrate.

Un des principaux problèmes sur lesquels le mouvement marxiste-léniniste est divisé en RFA est la question de quel type d'unité, et d'unité d'action, la classe ouvrière et le mouvement révolutionnaire ont besoin actuellement pour se renforcer et préparer la révolution.

### **Où en est justement le mouvement démocratique aujourd'hui ?**

La bourgeoisie et notamment la social-démocratie ont su traiter ce mouvement avec une grande habileté. Face aux interdictions professionnelles et à la répression judiciaire, bon nombre des anciens chefs du mouvement étudiant ont quelque peu cédé. En même temps la bourgeoisie leur offrait des positions qui leur permettaient de s'installer dans une sorte d'opposition reconnue à l'université ou dans certaines institutions sociales par exemple. Des gens comme Dutschke sont présentés avec grand tapage aux jeunes comme les vrais leaders de tous les révoltés, mais cela ne vise en fait qu'à contenir la révolte des jeunes dans le cadre de la constitutionnalité et du réformisme.

Par exemple le «Tribunal Russel» qui s'est réuni en 1978 sur les libertés démocratiques en RFA. C'était en fait un front de quelques notables qui tentaient de prouver que les interdictions professionnelles et les autres mesures répressives sont anticonstitutionnelles. Ce qui d'abord n'est pas vrai, puisque ces mesures sont prévues par la constitution, et ensuite sert à prêcher à la classe ouvrière la confiance dans l'Etat bourgeois qui les opprime, et dans les «experts démocratiques» qui prétendent la défendre face à la bourgeoisie.

En fait cette sorte de «Tribunaux» et de «front large» n'ont pas grand chose à voir avec les luttes de la classe ouvrière, dans lesquelles des éléments d'un mouvement ouvrier révolutionnaire, et un front des masses populaires sous la direction de la classe ouvrière, ont commencé à se former.

### **Où en sont donc les luttes ouvrières ?**

Vous avez rendu compte dans votre presse des mouvements de grève de l'année dernière, dans l'imprimerie, la métallurgie du sud-ouest, la sidérurgie, et des dockers. Sauf pour ce dernier, tous ces mouvements ont abouti à des demi-échecs, ou même des échecs si l'on considère les objectifs pour lesquels les ouvriers s'étaient mis en grève. Dans l'ensemble les dirigeants sociaux-démocrates des syndicats ont su faire passer des résultats qui soumettaient les ouvriers aux intérêts de l'impérialisme ouest-allemand. Mais le mouvement ouvrier n'est pas affaibli pour autant.

Au contraire, plus de 6 mois avant l'échéance de nouvelles négociations salariales, en pleine période d'«obligation de maintien de la paix», c'est à dire l'interdiction légale faite aux syndicats de déclencher des grèves, il y a actuellement dans toute la métallurgie un mouvement pour une augmentation des salaires compensant les dernières augmentations, de 4 à 4,5 %, totalement insuffisantes, accordées l'hiver dernier. En même temps a commencé la discussion sur les revendications pour une nouvelle convention qui devrait être négociée à la fin de l'année. Dans ces discussions, c'est surtout une augmentation de 170 DM pour tous qui est mise en avant par le KBW, parce que par son montant et son caractère elle peut unir toutes les couches d'ouvriers métallurgistes. Sont également discutées des revendications contre le travail en poste, le travail de nuit, les heures supplémentaires, le travail aux pièces, etc... Ces revendications ne visent pas seulement les capitalistes, mais aussi leur Etat pour l'interdiction de ces formes d'exploitation.

Le mouvement ouvrier commence à l'insu des dirigeants sociaux-démocrates, à s'organiser politiquement autour de ces revendications, face au pouvoir politique de la bourgeoisie. Cette mobilisation politique est encore limitée aux problèmes immédiats résultant de la lutte économique. Elle n'est pas encore révolutionnaire, ni suffisamment développée pour briser la prédominance social-démocrate. Mais dans d'autres domaines ressortant de la lutte démocratique, qui est décisive pour la lutte contre le pouvoir de la bourgeoisie, l'initiative passe de plus en plus dans les mains des ouvriers.

### Comment se manifeste cette intervention de la classe ouvrière dans ces domaines ?

Dans le domaine scolaire par exemple, où il y a eu des luttes depuis une dizaine d'années, pendant longtemps c'étaient les lycéens qui apparaissaient comme les éléments les plus actifs. Le mouvement des lycéens a subi lui aussi les effets de la crise du mouvement démocratique du début des années 70. Et aujourd'hui ce sont surtout les élèves des écoles professionnelles, des «cours de formation alternée», les jeunes travailleurs qui subissent la sélection et l'oppression la plus forte, qui mènent ces luttes. Souvent d'ailleurs en coopération directe avec leurs parents. C'est le contrôle de l'Etat bourgeois sur la formation des jeunes qui est mis en cause dans ces luttes, puisque les ouvriers combattent la sélection par les notes demandent de décider eux-mêmes du recrutement ou du licenciement d'enseignants, et du contenu de ce qui est enseigné à leur jeunesse.

Dans ces luttes, comme dans beaucoup d'autres, dans la santé par exemple, de larges fronts des masses populaires commencent à se constituer sous la direction de la classe ouvrière.

Un autre exemple que je voudrais donner est l'internationalisme. Pendant longtemps la solidarité avec les peuples du Tiers Monde a été décrite par les médias de la bourgeoisie comme étant la seule affaire des étudiants. Or si, en 15 jours, pendant le mois de juin de cette année le KBW a pu collecter plus de 100 000 FF pour le Kampuchéa démocratique, c'est que les luttes contre l'hégémonie et l'impérialisme trouvent un soutien de plus en plus important dans la classe ouvrière. Si les travailleurs du Livre de Francfort ont pu empêcher qu'une édition du *Times* anglais soit imprimée en RFA pour briser la grève des travailleurs du *Times* à Londres, c'est parce que leur action était soutenue par la classe ouvrière toute entière, et bien au delà.

### Quelle est d'après vous l'importance de la question nationale en Allemagne pour la lutte du prolétariat ?

La question nationale, le droit à l'autodétermination du peuple, à la souveraineté populaire, ... sont des

droits démocratiques, des droits dont les masses populaires et le prolétariat ont besoin pour mener leur lutte à bien. Comme tous les droits démocratiques, ils ne sont pas des buts en soi, mais des instruments indispensables dont la classe ouvrière a besoin pour atteindre son but : la révolution sociale. La division de l'Allemagne n'est pas non plus pour ceux qui l'ont faite et qui la maintiennent un but en soi ou un caprice. Elle a été organisée par les impérialistes occidentaux, surtout l'impérialisme US, afin de renforcer leur contrôle sur une partie de l'Allemagne et de la transformer en une base d'agression contre le camp socialiste de l'époque.

De nos jours l'Union Soviétique, qui sous Staline a combattu la division de l'Allemagne, la maintient pour les mêmes raisons que l'impérialisme US.

La caractéristique essentielle de cette division, c'est qu'elle est liée à une restriction de la souveraineté des formations étatiques qui en sont issues, et son expression juridique est l'absence d'un traité de paix qui garantirait leur indépendance et l'inviolabilité de leurs frontières. L'expression la plus sensible de cette réalité est la présence de troupes américaines, britanniques, françaises, canadiennes, belges et néerlandaises en RFA, de troupes américaines, britanniques et françaises à Berlin-Ouest, de troupes soviétiques en RDA. Dans les trois parties de l'Allemagne actuelle ces forces d'occupation jouissent de privilèges et de droits d'intervention dans les affaires intérieures de l'Allemagne. A Berlin-Ouest les 3 occupants ont même un droit de souveraineté suprême.

Aucune des bourgeoisies concernées n'a intérêt à conclure un traité de paix. Les deux superpuissances parce que l'état actuel des choses leur garantit l'hégémonie sur les parties respectives de l'Allemagne, qui constituent en même temps des bases de préparation à la guerre. Les impérialistes ouest-européens parce que les restrictions à la souveraineté de leur principal concurrent constituent un avantage considérable dans la lutte pour la position dirigeante en Europe, et parce que les troupes entretenues à l'étranger constituent des réserves qui pourraient être utilisées contre la révolution dans leur propre pays. La nouvelle bourgeoisie en RDA parce que elle ne se maintiendrait pas long-

temps au pouvoir, face à la classe ouvrière en Allemagne de l'Est et à sa rivale ouest-allemande, sans l'appui du social-impérialisme. La bourgeoisie ouest-allemande enfin parce que les troupes étrangères constituent une protection aussi bien contre la révolution que contre le social-impérialisme, mais surtout parce que tout traité de paix qui garantirait les frontières actuelles de l'Allemagne serait la fin de ses rêves de réunification sous sa propre domination, et de reconquête des anciens territoires de l'Est qui appartiennent aujourd'hui à la Pologne et à l'URSS.

Le prolétariat allemand a tout intérêt à lutter pour un traité de paix — je cite notre programme — «avec les puissances victorieuses de la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, reconnaissant les frontières actuelles des Etats, octroyant à Berlin-Ouest le statut d'une ville libre et indépendante, et garantissant tous les droits de souveraineté des deux Etats allemands et de Berlin-Ouest». Le prolétariat, à l'ouest comme à l'est, n'a aucun intérêt à voir une réunification sous la domination de la bourgeoisie impérialiste ouest-allemande, qui renforcerait sa position. Le prolétariat a par contre intérêt à lutter pour la signature d'un traité de paix qui améliorerait les conditions pour la révolution. Poser la question de la réunification avant la question du traité de paix, c'est faire le jeu des visées expansionnistes de la bourgeoisie ouest-allemande et de l'hégémonie des deux superpuissances. La lutte pour un traité de paix qui faciliterait la préparation de la révolution, et donnerait au peuple allemand le droit de décider souverainement de sa réunification, doit être menée à la fois contre les deux superpuissances et la bourgeoisie ouest-allemande. Un des fronts décisifs dans cette lutte est celle du retrait de toutes les troupes étrangères du sol allemand, et nous comptons pour cela, entre autres, sur le soutien du mouvement révolutionnaire français. ■